



Validé par CNS DU 16 06 2023	Critères de sélection OS 1.1. (Favoriser une pêche durable et la restauration et la conservation des ressources biologiques aquatiques)	Priorité 1
V 3- juin 2023		FEAMPA
Unité affaires économiques Service mer et littoral – El.Ch DEALM		Programme National 2021-2027

--

Table des matières

1. Références réglementaires
2. Actions concernées par ce dispositif
3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations
4. Critères de sélection
5. Modalité de financement
6. Indicateurs
7. Pilotage de l'objectif spécifique

1. Références réglementaires

a. Références du règlement FEAMPA

Règlement (UE) 2021/1139 du parlement européen et du conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds Européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (EU) 2017/1004

b. Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)

Articles 14, 15, 16, 17 et 19 Règlements (UE) no 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil
Règlements

Le plan régional d'organisation et d'équipement des ports de pêche (PROEPP) élaboré par le Conseil Départemental de Mayotte en concertation avec les partenaires.

Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027

2. Actions concernées par ce dispositif

Installation des jeunes pêcheurs selon les dispositions de l'art 17 du Rgt FEAMPA	<ul style="list-style-type: none">- Favoriser l'installation des nouveaux pêcheurs pour soutenir le renouvellement des générations de pêcheurs et compenser l'impact d'une flotte vieillissante à Mayotte- Renforcer l'attractivité économique de l'installation à la pêche- Favoriser la création d'entreprises de pêche durables- Première acquisition d'un navire de pêche
Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique	<p>Investissements visant à améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique lorsque ces opérations n'augmentent pas la capacité de pêche du navire concerné.</p> <p>Équipement nécessaire à l'amélioration ou l'installation ultérieures de systèmes embarqués de prévention des incendies, de systèmes de sécurité et d'alarme ou de systèmes de réduction du bruit ;</p>

Modernisation, adaptation et diversification des activités de pêche	<p>Investissement pour améliorer la navigation ou la commande du moteur (à bord)</p> <p>Investissement dans l'équipement de sécurité/conditions de travail afin d'améliorer l'ergonomie, les conditions de travail, la sécurité des navires et des marins et prévenir des risques d'accidents liés au travail, etc.,</p> <p>Autres investissements dans l'équipement de production à bord (y compris études et audits préalables) contribuant notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la préservation de la qualité et la valorisation des produits. - la traçabilité/déclaration des captures <p>Autres investissements pour le développement des entreprises (installation de viviers pour de la vente directe)</p>
Conseil et formation	<p>Formation à la mise en œuvre des protocoles pour l'acquisition des connaissances et des suivis halieutiques</p> <p>Amélioration de la qualité et valorisation des produits (PPC)</p> <p>Amélioration des pratiques en matière de développement durable, gestion des ressources</p> <p>Etudes en ingénierie autour des référentiels de formation, parcours (formations professionnelles maritimes centre agréés)</p> <p>Service et conseil permettant notamment d'améliorer la gestion et la stratégie d'entreprise, la gestion des ressources humaines, etc.</p> <p>Renforcement des moyens et compétences des structures professionnelles, dans le cadre de programmes d'action clairement définis visant à faciliter la mise en œuvre du FEAMPA (veille réglementaire, accompagnement des porteurs de projet, collecte des données)</p> <p>Dispositif et initiatives collectives pour l'installation et la reprise d'entreprises</p> <p>Professionnalisation des entreprises (organisation, modèle économique,</p>

	diversification,)
Investissement dans les ports de pêche	<p>Amélioration des conditions de travail</p> <p>Amélioration de la qualité des produits et des conditions sanitaires</p> <p>Meilleure gestion des rejets, déchets et coproduits</p> <p>Amélioration de l'organisation des points de débarquement</p> <p>Amélioration des systèmes de pesage pour les infrastructures portuaires pour recevoir les produits de la pêche permettant de procéder aux contrôles de l'activité de pêche</p>
Recherche et innovation	<p>Valorisation des produits (développement de l'innovation dans les processus : modes de production ou d'organisation nouveaux ou améliorés, etc. (y compris favorisant la montée en gamme et la valorisation des produits)</p> <p>Les opérations sont menées en collaboration (prestation) ou en partenariat avec un organisme scientifique ou technique qui valide les résultats.</p>
Actions collectives Communication/sensibilisation	<p>Sensibilisation, communication grand public (attractivité des activités de pêche, renouvellement générationnel et fidélisation)</p> <p><u>Partage de connaissances</u> (ateliers, séminaires, plateformes digitales...) (liste non exhaustive) : valorisation et diffusion des données et résultats des études scientifiques, socio-économiques et environnementales (notamment sur la PPC), diffusion des bonnes pratiques (sélectivité, réduction des déchets...)</p>

3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des actions

a) Bénéficiaires éligibles aux actions spécifiques :

- Installation jeunes pêcheur :

Personne physique, âgé de 40 ans ou moins à la date de présentation de la demande de soutien

- Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique

Les entreprises de pêche : personnes physiques ou morales, armateurs propriétaires de navires de pêche immatriculés à Mayotte

- aide à l'achat d'un navire d'occasion

Personne physique âgée de moins de 40 ans ou moins à la date de présentation de la demande de soutien, et

A travaillé au moins cinq ans en tant que pêcheur ou a acquis une qualification adéquate

b. bénéficiaires des actions de modernisation, adaptation et diversification des activités de pêche, Conseil et formation, Investissement dans les ports de pêche, Recherche et innovation, Actions collectives de communication/sensibilisation :

Les entreprises de pêche : personnes physiques ou morales, armateurs propriétaires de navires de pêche immatriculés à Mayotte

Concessionnaires de ports de pêche

Collectivités territoriales

Gestionnaires des points de débarquement et halles à marée

Organisations professionnelles ou interprofessionnelles

Organismes scientifiques

Critères d'éligibilité des opérations :

Aide à l'achat d'un navire d'occasion	Concourt à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement et des obligations déclaratives
	Première acquisition d'un navire de pêche Est âgée de 40 ans ou moins à la date de présentation de la demande de soutien ; et A travaillé au moins cinq ans en tant que pêcheur ou a acquis une qualification adéquate habilitée par les autorités compétentes.
	Acquisition de la propriété partielle d'un navire de pêche Est âgée de 40 ans ou moins à la date de présentation de la demande de soutien ; et A travaillé au moins cinq ans en tant que pêcheur ou a acquis une qualification adéquate. A des droits de contrôle sur ce navire par la détention d'au moins 33 % du navire ou des parts du navire Ou Une entité juridique qui remplit les conditions énoncées et qui est réputée avoir des droits de contrôle sur ce navire par la détention d'au moins 33 % du navire ou des parts du navire. Concourt à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement et des obligations déclaratives

Le navire d'occasion	<p>a) appartient à un segment de flotte pour lequel le dernier rapport sur la capacité de pêche, visé à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) no 1380/2013, a fait état d'un équilibre avec les possibilités de pêche existant pour ledit segment ;</p> <p>b) est équipé pour les activités de pêche ;</p> <p>c) présente une longueur hors tout ne dépassant pas 24 mètres ;</p> <p>d) a été enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union pendant au moins les trois années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien dans le cas d'un navire de petite pêche côtière, et pendant au moins cinq années civiles dans le cas d'un autre type de navire ; et</p> <p>e) a été enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union pendant trente années civiles maximum avant l'année de présentation de la demande de soutien.</p>
-----------------------------	--

Investissements augmentant la jauge pour améliorer la sécurité, les conditions de travail et l'efficacité énergétique	<p>Le navire de pêche appartient à un segment de flotte pour lequel le dernier rapport sur la capacité de pêche, visé à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) no 1380/2013, a fait état d'un équilibre entre la capacité de pêche de ce segment et les possibilités de pêche existant pour ledit segment ;</p> <p>Le navire de pêche présente une longueur hors tout ne dépassant pas 24 mètres ; Le navire de pêche a été enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union pendant au moins les dix années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien ;</p> <p>L'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'installation ou la rénovation ultérieure d'installations d'hébergement réservées à l'usage exclusif de l'équipage, y compris les installations sanitaires, les espaces communs, les équipements de cuisine et les structures de pont-abris ;</p> <p>L'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'amélioration ou l'installation ultérieures de systèmes embarqués de prévention des incendies, de systèmes de sécurité et d'alarme ou de systèmes de réduction du bruit ;</p> <p>L'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'installation ultérieure de systèmes de ponts intégrés destinés à améliorer la navigation ou le contrôle du moteur ;</p> <p>L'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'installation ou la rénovation ultérieure d'un moteur ou d'un système de propulsion qui présente une meilleure efficacité énergétique ou un plus faible niveau d'émissions de CO₂ que le moteur ou le système précédent, dont la</p>
--	---

	<p>puissance ne dépasse pas celle du moteur du navire de pêche précédemment certifiée conformément à l'article 40, paragraphe 1, du règlement (CE) no 1224/2009, et dont la puissance maximale est certifiée par le constructeur pour ce modèle de moteur ou de système de propulsion;</p> <p>Le remplacement ou la rénovation de l'étrave à bulbe, pour autant que cela améliore l'efficacité énergétique globale du navire de pêche.</p> <p>L'entreprise concourt à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement et des obligations déclaratives</p>
--	--

Opérations ou dépenses non éligibles

Les opérations qui augmentent la capacité de pêche d'un navire de pêche, sauf opération d'augmentation du tonnage brut d'un navire de pêche pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique,

L'acquisition d'équipements qui augmentent la capacité d'un navire à trouver du poisson ;

La pêche exploratoire ;

Les coûts éligibles réellement exposés par le bénéficiaire remplissent l'ensemble des critères suivants :

Capacité du demandeur à mener à son terme l'action ou le programme de travail proposé.

Sources de financement stables et suffisantes pour maintenir son activité pendant la période pour laquelle la subvention est octroyée ainsi que pour participer à son financement (ci-après dénommées « capacité financière »).

Le demandeur dispose des compétences et qualifications professionnelles requises pour mener à son terme l'action ou le programme de travail proposé, sauf disposition spécifique de l'acte de base (ci-après dénommées « capacité opérationnelle »).

5. Critères de sélection

a) Critères communs :

Capacité du demandeur à mener à son terme l'action ou le programme de travail proposé.

Sources de financement stables et suffisantes pour maintenir son activité pendant la période pour laquelle la subvention est octroyée ainsi que pour participer à son financement (ci-après dénommées « capacité financière »).

Le demandeur dispose des compétences et qualifications professionnelles requises pour mener à son terme l'action ou le programme de travail proposé, sauf disposition spécifique de l'acte de base (ci-après dénommées « capacité opérationnelle »).

Le demandeur dispose d'une capacité financière identifiables et vérifiables, par une comptabilité déterminés conformément aux normes comptables applicables en France en matière de comptabilité analytique;

Le demandeur satisfait aux exigences de la législation fiscale et sociale applicable

La vérification de la capacité financière ne s'applique pas aux organismes publics

b) Critères de sélection par type d'action :

Aide à l'installation des jeunes pêcheurs

Achat d'un navire d'occasion

Impact social	Etat général du navire (condition de travail, d'hygiène et de sécurité)	30
Impact sur l'emploi	Création d'emploi	20
Impact environnemental	Age du navire et de ses équipements	20
Impact économique	Qualité du dossier (business plan, rentabilité du projet, retour sur investissement)	30
		100

Investissements augmentant la jauge pour améliorer la sécurité, les conditions de travail et l'efficacité énergétique

Impact économique	Qualité du projet, des fiches techniques et de l'opération de mise en œuvre	30
Impact environnemental	Pourcentage prévisionnel d'amélioration de l'efficacité énergétique du navire	40
Impact sur l'emploi	Création et/ou maintien de l'emploi	30
		100

Modernisation, adaptation et diversification des activités de pêche

Impact social	Egalité homme femme et à l'accès à l'emploi des	10
---------------	---	----

	personnes en situation de handicap	
Impact sur l'emploi	Création et/ou maintien de l'emploi	10
Impact environnemental	L'entreprise s'est engagée dans une démarche environnementale	15
	Efficacité énergétique : Amélioration du gain énergétique du navire	5
	Sélectivité : Efficacité de l'équipement sur la réduction du volume de captures non désirées et/ou efficacité de l'équipement pour réduire l'incidence de la pêche sur les écosystèmes marins et respect des obligations déclaratives	15
	Respect des obligations déclaratives (fiches de pêche)	20
	Opération visant à réduire les impacts sur l'environnement	15
Impact économique	Supplément de valeur ajoutée générée par l'opération à 3 ans	10
	Commercialisation avec valeur ajoutée/valorisation des produits	10
		100

Investissement dans les ports de pêche 1

Impact environnemental	Intégration des halles à marée dans le débarquement et l'enregistrement des produits d'un armement : la preuve d'un passage en halle à marée pour l'enregistrement des captures (enregistrement des contrats en halle à marée)	40
Impact économique	Investissements reconnus comme étant prioritaires et/ou accessoires dans le Plan Régional d'Organisation et d'Équipements des Ports de Pêche en vigueur.	40
Impact social	Egalité homme/femme	10
Impact sur l'emploi	Maintien ou création d'emploi (s)	10
		100

1 Ne seront sélectionnés dans ce type d'action que les points de débarquement identifiés dans le PROEPP

Conseil et formation

Impact économique	Références de l'organisme conseil et formation et des formateurs, Pertinence des moyens techniques, humains, matériels mis en œuvre pour mobiliser les publics cibles	20
	Coût unitaire par type d'action (ateliers, des expérimentations, des visites pédagogiques et des démonstrations techniques...) pertinent au regard des actions proposées	20
	Investissements reconnus comme étant prioritaires et/ou accessoires dans le Plan Régional d'Organisation et d'Équipements des Ports de Pêche en vigueur.	20
Impact social	Capacité d'adaptation de l'organisme conseil et formation aux spécificités à Mayotte en matière de communication	10
	Adaptation pédagogique au public ciblé (actions, méthode, supports, ...)	20
Impact environnemental	Le projet intègre une démarche environnementale	10
		100

Recherche et innovation

Impact économique	Qualité de l'organisation, de la faisabilité du projet, qualité du service, procédé, modèle d'entreprise et méthode (y compris moyens humains, techniques, matériels, références, organigramme et références)	30
	Pertinence et étendue de l'innovation proposée pour le département <ul style="list-style-type: none"> • Résultats attendus en termes de connaissance scientifique et caractère innovant du projet 	20
	Pertinence et étendue de l'innovation proposée pour le département <ul style="list-style-type: none"> • Retombées potentielles pour Mayotte en termes de valeur ajoutée endogène 	20
Caractère innovant	Démonstration du caractère innovant	30

		100
--	--	-----

Dans le cadre d'appel à projet, des nouveaux critères de sélection pourront être définis dans le cahier des charges.

Actions collectives - Communication/sensibilisation

Dimension économique	Qualité du consortium	20
	Qualité de l'organisation, de la méthode et de la faisabilité du plan de communication et de sensibilisation	20
	Nombre de public cible	10
Dimension sociale	Egalité homme/femme	10
Dimension environnementale	Le plan de communication intègre une démarche environnementale	20
Dimension collective	Projet répondant à un cahier des charges collectif ou une étude ; et mis en œuvre avec le soutien d'une organisation de pêcheurs	20
		100

Note éliminatoire : inférieure à 30

6. Modalité de financement

a. Modalités générales

Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués.

- Dépenses d'investissement matériel et immatériel sur une base réelle dont prestations (études préalables techniques, scientifiques, juridiques, environnementales ou économiques ; expertises ; dépenses de formation liées spécifiquement à l'investissement (ex. formation à l'utilisation d'un nouvel équipement ou logiciel) etc. dans la limite de 15 % du coût d'investissement)
- Frais de personnel directement liés à l'opération : sur la base d'un coût unitaire
- Dépenses indirectes : sur une base forfaitaire de 15 % des frais de personnel directs éligibles

- Frais de mission pour les TA « recherche et innovation » et « actions collectives » : 6,3 % par rapport aux frais de personnels (si justifiés). Les vols en provenance ou à destination des RUP et de l'international sont pris en compte sur la base du réel.

Un plancher d'éligibilité de 5 000 € d'aides publiques.

Les coûts éligibles réellement exposés par le bénéficiaire remplissent l'ensemble des critères suivants :

Qualité du budget prévisionnel global de l'action

Sont nécessaires à la mise en œuvre de l'action ou du programme de travail qui fait l'objet de la subvention ;

Sont identifiables et vérifiables, et notamment sont inscrits dans la comptabilité du bénéficiaire et déterminés conformément aux normes comptables en France en matière de comptabilité analytique ;

Satisfont aux exigences de la législation fiscale et sociale applicable

Ne sont pas éligibles :

- Les frais de déplacement du public ciblé par l'opération

a. Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité de l'aide publique est de 80 % à l'exception des opérations bénéficiant d'un soutien au titre des articles 17 et 19 dont le taux d'intensité de l'aide publique est de 40 %.

b. Taux de contribution

Le taux de contribution du FEAMP représente 70 % des dépenses publiques éligibles.

La contrepartie nationale (CPN) Etat représente 30 % des dépenses publiques éligibles.

7. Indicateurs

TA 1.1.1.1	Modernisation, adaptation et diversification des activités de pêche	CR10	Actions contribuant à un bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons	Nombre d'actions
TA 1.1.1.1	Modernisation,	CR11	Entités favorisant la	Nombre d'entités

	adaptation et diversification des activités de pêche		durabilité sociale	
TA 1.1.1. 4	Recherche et innovation pêche d'ampleur Régionale	CR14	Innovations rendues possibles	Nombre de nouveaux produits, services, process, business-plan, modèles
TA 1.1.1.3	Investissement dans les ports de pêche	CR17	Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation	Nombre d'entités
TA 1.1.1.3	Investissement dans les ports de pêche	CR 11	Entités favorisant la durabilité sociale	Nombre d'entités
TA 1.1.1.2	Conseil et formation	CR21	Ensembles de données et conseils mis à disposition	Nombre d'actions
TA 1.1.1.6	Actions collectives/ Communication / Sensibilisation	CR21	Ensembles de données et conseils mis à disposition	Nombre d'actions
TA 1.1.2.1.	Installation jeune pêcheur	CR6	Emplois créés	Nombre de personnes
TA 1.1.2.2.	Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut	CR11	Entités favorisant la durabilité sociale	Nombre d'entités
TA 1.1.2.2	Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut	CR17	Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation	Nombre d'entités

8. Pilotage de l'objectif spécifique

Pilotage de l'OS est assuré par la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture

Instruction par le service déconcentré Etat : DEAL Mer – Unité Affaires économiques Mer et Littoral – DEAL Mer sous l'autorité du préfet de Mayotte.



Validé par CNS du 15 février 2023	Critères de sélection 1.5 (Promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques)	Priorité 1
V2 – Février 2023		FEAMPA
Unité des affaires économiques Service mer et littoral – El.Ch. DEALM		Programme National 2021-2027

--

Table des matières

1. Références réglementaires
2. Actions concernées par ce dispositif
3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations
4. Critères de sélection
5. Modalité de financement
6. Indicateurs
7. Pilotage de l'objectif spécifique

1. Références réglementaires

a. Références du règlement FEAMPA

Règlement (UE) 2021/1139 du parlement européen et du conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds Européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (EU) 2017/1004

b. Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)

Article 24 Règlement (UE) no 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil

Article 35 du règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil

Article 67 paragraphe 5 du RE

Le plan régional d'organisation et d'équipement des ports de pêche (PROEPP) élaboré par le Conseil Départemental de Mayotte en concertation avec les partenaires.

Textes de référence	Articles
Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFUE 13/12/2007	Article 349
Règlement (UE) n ° 1303/2013 du 17 décembre 2013 relatif au fonds européens	Article 9 – <i>objectifs thématiques</i>
Règlement (UE) n ° 2021/1060 du 24 juin 2021 relatif au fonds européens (RPDC)	Considérants 4,
Règlement (UE) n ° 2021/1060 RPDC	Article 53 – <i>Formes des subventions</i>
Règlement (UE) n ° 2021/1060 RPDC	Article 63 – <i>Eligibilité</i>
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Considérant 34, 36
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Article 5 – <i>Ressources budgétaires en gestion partagée</i>
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Articles 35 – <i>Plan d'action pour les régions ultrapériphériques</i>
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Article 36 – <i>Compensation des surcoûts pour les produits de la pêche et de l'aquaculture</i>
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Article 39 – <i>Calcul de la compensation</i>

Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Article 40 – <i>Taux de cofinancement</i>
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Article 41 – <i>Intensité de l'aide</i>
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Annexes III
Règlement délégué (UE) 2021/1972	Articles 1, 2 et 3

2. Actions concernées par ce dispositif

Conformément à l'article 35 du FEAMPA un plan d'action est rédigé pour chaque région ultrapériphérique. Celui-ci définit la mesure de compensation des surcoûts et les conditions de détermination du montant des surcoûts au titre de l'article 53 du RPDC.

Les coûts liés à la production, à la transformation et à l'écoulement notamment par la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture dans les Régions ultrapériphériques sont supérieurs aux coûts pour production, à la transformation et à la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture sur le continent Européen. Certains de ces surcoûts sont dus à l'éloignement, l'insularité, la faible superficie, le relief et le climat difficile de ces territoires qu'il convient de compenser pour promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture provenant de ces régions.

L'article 36 du règlement FEAMPA ainsi que l'acte délégué n° 2021/1972 établissent les conditions dans lesquelles une aide FEAMPA peut être accordée à un opérateur pour compenser les surcoûts liés à l'éloignement territorial, l'insularité, la faible superficie, le relief et le climat difficile.

Le soutien apporté par le FEAMPA au titre de l'article 36 contribue à l'objectif spécifique prévu à l'article 14 paragraphe 1 point e.

Cette mesure a pour objectif également de contribuer à améliorer la rentabilité et la compétitivité des entreprises du secteur de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation des produits aquatiques.

Catégorie 1-A -Production/surcoûts liés à la production de pêche

Catégorie 1-B -Production/surcoûts liés à la production aquacole < 100 t/an/entreprises aquacole

Catégorie 1-B -Production/surcoûts liés à la production aquacole > 100 t/an/entreprises aquacole

Catégorie 2- Collecte et transformation / surcoûts liés à la collecte de la pêche

Catégorie 2- Collecte et transformation / surcoût liés à la transformation

Catégorie 3 - Commercialisation / surcoût liés au stockage en vue de la commercialisation

3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations

Conditions d'éligibilité des demandes de compensation des surcoûts

La demande est déposée, selon le lieu où se situe le siège social de l'opérateur, auprès de l'unité territoriale de la Direction de la mer sud océan indien à Mayotte selon le format en vigueur notifié par la Commission Européenne.

a) Les bénéficiaires éligible à cet objectif spécifique sont :

1) Le bénéficiaire est :

- Soit l'opérateur directement,
- Soit la structure professionnelle regroupant les opérateurs des filières de la pêche et de l'aquaculture

1) Ces opérateurs (ou les opérateurs regroupés dans la structure professionnelle) doivent cumulativement :

- Intervenir dans des activités retenues comme éligibles dans le document définissant la compensation des surcoûts de la région concernée ;
- Travailler sur des produits ou catégories de produits locaux retenus comme éligibles dans le document définissant la compensation des surcoûts de la région concernée.

Il n'est pas octroyé de compensation pour les produits de la pêche et de l'aquaculture :

- exploités par des navires de pêche de pays tiers,
- exploités par des navires de pêche de l'union qui ne sont pas enregistrés dans le port de Mayotte
- importés de pays tiers

1) **Les opérations éligibles sont :**

- Aide à la production des produits de la pêche côtière
- Aide à la production des produits de la pêche palangrière

- Aide à la production des produits de l'aquaculture inférieure à 100 t/an
- Aide à la production des produits de l'aquaculture supérieure à 100 t/an
- Aide au stockage pour la structuration du marché localement
- Aide à la collecte de la pêche palangrière
- Aide à la collecte pour la pêche côtière
- Aide à la transformation
- Aide à l'écoulement des produits

4. Critères de sélection

a) Eligibilité des volumes

Eligibilité des volumes de production de pêche	Déclarations de capture dans les fiches de pêches transmises dans le cadre des obligations déclaratives
Eligibilité des volumes de production des produits de l'aquaculture	Factures de vente dûment acquittées format facture réglementation en vigueur
Eligibilité des volumes de transformation	Factures de vente dûment acquittées format facture réglementation en vigueur
Eligibilité des volumes de commercialisation	Traçabilité collecte. Factures de vente (date, volume, produit, prix, identification vérifiable relative au fournisseur et à l'acheteur dûment acquittées), tickets de caisse

Critère de sélection pour les bénéficiaires

<u>Aides à la production des produits de la pêche</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches de pêche dans le cadre des obligations déclaratives - Le numéro SIRET et code NAF justifiant de l'activité - Justificatifs comptables (bilans, comptabilité analytique des recettes et des dépenses, factures numérotés, datées, renseignées et acquittées selon les normes en vigueur) - Permis de navigation enregistré dans le portail de l'armateur - Equipage enregistré dans le portail du marin-pêcheur (si équipage)
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> - Les déclarations d'embauche des équipages (si équipage) - Les fiches de salaire des équipages (si équipage) - Les justificatifs à jour des cotisations sociales et fiscales - photocopie des pièces d'identité en cours de validité ou titre de séjour en cours de validité pour les équipages (si équipage) - photocopie de la pièce d'identité de l'armateur <p>Sans exclusion de toute autre pièce justificative comme la comptabilité spécifique et attestations fiscales liées à l'activité et tout autre document nécessaires aux contrôles croisés.</p>
<u>Aides à la production des produits de l'aquaculture</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Le numéro SIRET et code NAF justifiant de l'activité - Justificatifs comptables (bilans, comptabilité analytique des recettes et des dépenses, factures numérotés, datées, renseignées et acquittées selon les normes en vigueur) - Les justificatifs à jour des cotisations sociales et fiscales - disposer d'un agrément sanitaire ou zoosanitaire (ou d'une dérogation d'agrément sanitaire ou zoosanitaire au moment du dépôt de la demande) <p>Sans exclusion de toute autre pièce justificative comme la comptabilité spécifique et attestations fiscales liées à l'activité et tout autre document nécessaires aux contrôles croisés.</p>
<u>Aides à la commercialisation</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Le numéro SIRET et code NAF justifiant de l'activité - Justificatifs comptables (bilans, comptabilité analytique des recettes et des dépenses, factures numérotés, datées, renseignées et acquittées selon les normes en vigueur) - Les justificatifs à jour sociaux, juridiques et

	<p>fiscaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - disposer d'un agrément sanitaire ou zoosanitaire (ou d'une dérogation d'agrément sanitaire ou zoosanitaire au moment du dépôt de la demande) - Pour les premiers acheteurs, fournir la note de vente selon format réglementaire et toute pièce probante de nature équivalente <p>Sans exclusion de toute autre pièce justificative comme la comptabilité spécifique et attestations fiscales liées à l'activité et tout autre document nécessaires aux contrôles croisés.</p>
<u>Aides à la transformation</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Le numéro SIRET et code NAF justifiant de l'activité - Les justificatifs comptables (bilans, comptabilité analytique des recettes et des dépenses, factures numérotés, datées, renseignées et acquittées selon les normes en vigueur) - Les justificatifs à jour des cotisations sociales et fiscales - Disposer d'un agrément sanitaire ou zoosanitaire (ou d'une dérogation d'agrément sanitaire ou zoosanitaire au moment du dépôt de la demande) <p>Sans exclusion de toute autre pièce justificative comme la comptabilité spécifique et attestations fiscales liées à l'activité et tout autre document nécessaires aux contrôles croisés.</p>
<u>Aide à la collecte produits de la pêche</u>	<p><u>Halles à marée ¹ :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Statut juridique - Identification de l'établissement - Documents fiscaux, sociaux, administratifs et juridiques - Agrément sanitaire - Règlement local d'exploitation - Traçabilité des lots de capture, <i>Cf. (RC) en matière de traçabilité (enregistrement des produits d'un armement : la preuve d'un passage en halle à marée pour l'enregistrement des captures (enregistrement des contrats en halle à marée)</i>

	<p>Sans exclusion de toute autre pièce justificative liée à l'activité et tout autre document nécessaire aux contrôles croisés.</p> <p>Poissonneries et coopératives de pêche</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le numéro SIRET et code NAF justifiant de l'activité - Les justificatifs comptables (bilans, comptabilité analytique des recettes et des dépenses, factures numérotés, datées, renseignées et acquittées selon les normes en vigueur) - Les justificatifs à jour des cotisations sociales et fiscales - Agrément sanitaire - Règlement local d'exploitation - Traçabilité des lots de capture, <i>Cf. (RC) en matière de traçabilité</i> <p>Sans exclusion de toute autre pièce justificative comme la comptabilité spécifique et attestations fiscales liées à l'activité et tout autre document nécessaires aux contrôles croisés.</p>
<u>Aide au stockage en vue de la commercialisation</u>	<p>Entreprises de pêche</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tout justificatif attestant d'une capacité de stockage répondant aux normes en vigueur d'hygiène et de sécurité, - Fiches de pêche dans le cadre des obligations déclaratives - Le numéro SIRET et code NAF justifiant de l'activité - Justificatifs comptables (bilans, comptabilité analytique des recettes et des dépenses, factures numérotés, datées, renseignées et acquittées selon les normes en vigueur) - Permis de navigation enregistré dans le portail de l'armateur - Equipage enregistré dans le portail du marin-pêcheur (si équipage) - Les déclarations d'embauche des équipages (si équipage) - Les fiches de salaire des équipages (si équipage) - Les justificatifs à jour des cotisations sociales et fiscales

	<ul style="list-style-type: none"> - photocopie des pièces d'identité en cours de validité ou titre de séjour en cours de validité pour les équipages (si équipage) - photocopie de la pièce d'identité de l'armateur <p>Sans exclusion de toute autre pièce justificative comme la comptabilité spécifique et attestations fiscales liées à l'activité et tout autre document nécessaires aux contrôles croisés.</p> <p><u>Entreprise de transformation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Tout justificatif attestant d'une capacité de stockage répondant aux normes en vigueur d'hygiène et de sécurité, - Le numéro SIRET et code NAF justifiant de l'activité - Les justificatifs comptables (bilans, comptabilité analytique des recettes et des dépenses, factures numérotés, datées, renseignées et acquittées selon les normes en vigueur) - Les justificatifs à jour des cotisations sociales et fiscales - Disposer d'un agrément sanitaire ou zoosanitaire (ou d'une dérogation d'agrément sanitaire ou zoosanitaire au moment du dépôt de la demande) <p>Sans exclusion de toute autre pièce justificative comme la comptabilité spécifique et attestations fiscales liées à l'activité et tout autre document nécessaires aux contrôles croisés.</p>
--	--

1. Dans le cadre de la mise en œuvre des points de débarquement obligatoires, à compter de la mise en service des points de débarquement, l'aide à la collecte des produits de la pêche ne sera accordée qu'aux halles à marée.

Si un taux de conversion doit être appliqué pour permettre la détermination des volumes en poids vif à partir de produit transformé, celui-ci est défini par les annexes XIII, XIV et XV du règlement UE n° 404/2011 établissant des coefficients de conversion et des codes de présentation communautaires afin de convertir le poids de poisson transformé en poids de poisson vif.

Dans le cas où il est nécessaire de s'assurer de la traçabilité des produits, celle-ci est déterminée pour les produits de la pêche par la déclaration de capture, pour la transformation par la note de première vente si le bénéficiaire est un premier acheteur, les n° de lots des produits (entrée et sortie) pour les autres cas.

5. Modalité de financement

Le montant de l'aide accordée équivaut au montant de la compensation par tonne de poids vif des espèces éligibles à Mayotte.

Montant de l'aide (€) = Compensation par tonne (€/T) X Volume produit en poids vif (tonne)

Le montant d'aide auquel l'opérateur pourra prétendre est ainsi déterminé en multipliant le barème de compensation par le volume produit, transformé ou commercialisé pour une catégorie d'activité et pour une période donnée.

a. Intensité d'aide publique

Intensité de l'aide publique en % des dépenses totales éligibles liées à l'opération :

L'intensité de l'aide est de 100%, définie à l'article 53 du RPDC au moyen de coût simplifié unitaire

b. Taux de contribution

Taux de contribution du FEAMP en % des dépenses publiques éligibles

Type d'opération :	Part du FEAMP dans le total des aides publiques :
Compensation des surcoûts	100 %

7. Indicateurs

TA1.5.1	CR 07	Emplois maintenus (nombre de personnes)	Emplois maintenus
---------	-------	---	-------------------

8. Pilotage de l'objectif spécifique

Pilotage de l'OS est assuré par la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture, BEP pour la pêche, BAQUA pour l'aquaculture

Instruction par le service déconcentré Etat : DEAL Mer – Unité Affaires Economique Mer et Littoral – DEAL Mer sous l'autorité du préfet de Mayotte.

SOMMAIRE DES ANNEXES

Textes de référence	Articles	Page
Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFUE 13/12/2007	Article 349	
Règlement (UE) n ° 1303/2013 du 17 décembre 2013 relatif au fonds européens	Article 9 – <i>objectifs thématiques</i>	
Règlement (UE) n ° 2021/1060 du 24 juin 2021 relatif au fonds européens (RPDC)	Considérant : 4	
Règlement (UE) n ° 2021/1060 RPDC	Article 53 – <i>Formes des subventions</i>	
Règlement (UE) n ° 2021/1060 RPDC	Article 63 – <i>Eligibilité</i>	
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Considéranrs : 34, 36	
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Article 5 – <i>Ressources budgétaires en gestion partagée</i>	
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Articles 35 – <i>Plan d'action pour les régions ultrapériphériques</i>	
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Article 36 – <i>Compensation des surcoûts pour les produits de la pêche et de l'aquaculture</i>	
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Article 39 – <i>Calcul de la compensation</i>	
Règlement (UE) 2021/1139	Article 40 – <i>Taux de cofinancement</i>	

FEAMPA		
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Article 41 – <i>Intensité de l'aide</i>	
Règlement (UE) 2021/1139 FEAMPA	Annexes III	
Règlement délégué (UE) 2021/1972	Articles 1, 2 et 3	

Article 349

Compte tenu de la situation économique et sociale structurelle de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique, de la Réunion, [de Mayotte, de Saint-Martin, des Açores, de Madère et des îles Canaries, qui est aggravée par leur éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, facteurs dont la permanence et la combinaison nuisent gravement à leur développement, le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, arrête des mesures spécifiques visant, en particulier, à fixer les conditions de l'application des traités à ces régions, y compris les politiques communes. Lorsque les mesures spécifiques en question sont adoptées par le Conseil conformément à une procédure législative spéciale, il statue également sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen.

Article 9 – objectifs thématiques :

En vue de contribuer à la réalisation de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive, ainsi qu'à celle des missions spécifiques des Fonds, dans le respect de leurs objectifs définis par le traité, y compris la cohésion économique, sociale et territoriale, chaque Fonds ESI soutient les objectifs thématiques suivants :

- 1) renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation ;
- 2) améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité ;
- 3) renforcer la compétitivité PME, du secteur agricole (pour le Feader) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP) ;
- 4) soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs ;
- 5) promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques ;
- 6) préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation rationnelle des ressources ;
- 7) promouvoir le transport durable et supprimer les goulets d'étranglement dans les infrastructures de réseaux essentielles ;
- 8) promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre ;
- 9) promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination ;
- 10) investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie ;
- 11) renforcer les capacités institutionnelles des autorités publiques et des parties intéressées et contribuer à l'efficacité de l'administration publique.

Les objectifs thématiques sont traduits en priorités spécifiques à chaque Fonds ESI et sont définis dans les règles spécifiques des Fonds.

Considérant 4 :

Il convient que les régions ultrapériphériques bénéficient de mesures spécifiques et d'un financement supplémentaire pour compenser leur situation socioéconomique structurelle ainsi que les handicaps résultant des facteurs visés à l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Articles 53

1. Les subventions accordées par les États membres aux bénéficiaires peuvent prendre les formes suivantes :

- a) remboursement des coûts éligibles réellement engagés par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'opérations PPP et payés au cours de l'exécution des opérations, contributions en nature et amortissement ;
- b) coûts unitaires ;
- c) montants forfaitaires ;
- d) financement à taux forfaitaire ;
- e) combinaison des formes visées aux points a) à d), à condition que chacune d'entre elles couvre des catégories différentes de coûts ou qu'elles soient utilisées pour différents projets s'inscrivant dans le cadre d'une opération ou pour les phases successives d'une opération ;
- f) financement non lié aux coûts, à condition que ces subventions soient couvertes par un remboursement de la contribution de l'Union conformément à l'article 95.

2. Lorsque le coût total d'une opération ne dépasse pas 200 000 EUR, la contribution accordée au bénéficiaire au titre du FEDER, du FSE+, du FTJ, du FAMI, du FSI et de l'IGFV prend la forme de coûts unitaires, montants forfaitaires ou taux forfaitaires, sauf en ce qui concerne les opérations pour lesquelles le soutien constitue une aide d'État. Lorsqu'il est recouru à un financement à taux forfaitaire, seules les catégories de coûts auxquelles le taux forfaitaire s'applique peuvent être remboursées conformément au paragraphe 1, point a).

Par dérogation au premier alinéa du présent paragraphe, l'autorité de gestion peut accepter d'exempter de l'obligation énoncée audit alinéa, certaines opérations dans le domaine de la

recherche et de l'innovation, pour autant que le comité de suivi ait préalablement approuvé cette exemption. En outre, les traitements et indemnités versés aux participants peuvent être remboursés conformément au paragraphe 1, point a).

3. Les montants relatifs aux formes de subvention visées au paragraphe 1, premier alinéa, points b), c) et d), sont déterminés de l'une des manières suivantes :

a) sur la base d'une méthode de calcul juste, équitable et vérifiable, fondée sur :

i) des données statistiques, d'autres informations objectives ou un jugement d'expert ;

ii) les données historiques vérifiées des différents bénéficiaires ;

iii) l'application des pratiques habituelles de comptabilisation des coûts des différents bénéficiaires ;

b) sur la base d'un projet de budget établi au cas par cas et approuvé ex ante par l'organisme qui sélectionne l'opération, lorsque le coût total de l'opération n'excède pas 200 000 EUR ;

c) conformément aux modalités d'application des coûts unitaires, montants forfaitaires et taux forfaitaires correspondants applicables aux politiques de l'Union pour un type d'opération similaire ;

d) conformément aux modalités d'application des coûts unitaires, montants forfaitaires et taux forfaitaires correspondants appliqués au titre des régimes de subventions financés entièrement par l'État membre pour un type d'opération similaire ;

e) sur la base de taux forfaitaires et de méthodes spécifiques établis par le présent règlement ou sur le fondement de celui-ci ou par les règlements spécifiques aux Fonds.

Article 63

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.

2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.

Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à

la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.

3. Pour le FEDER, les dépenses liées aux opérations couvrant plusieurs catégories de région définies à l'article 108, paragraphe 2, au sein d'un État membre sont attribuées au prorata des catégories de région concernées, sur la base de critères objectifs.

Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.

Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.

4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.

5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.

6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.

7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.

Pour le FEDER, le Fonds de cohésion et le FTJ, les dépenses deviennent éligibles à la suite d'une modification du programme lorsqu'un nouveau type d'intervention visé dans le tableau 1 de l'annexe I ou, pour le FEAMPA, le FAMI, le FSI et l'IGFV, dans les règlements spécifiques aux Fonds est ajouté au programme.

Lorsqu'un programme est modifié afin d'apporter une réponse en cas de catastrophes naturelles, le programme peut prévoir que les dépenses relatives à cette modification deviennent éligibles à compter de la date à laquelle s'est produite la catastrophe naturelle.

8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.

9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants :

- a) soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union ;
- b) soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Considérant 34

Le taux de cofinancement maximal du Feampa par objectif spécifique devrait être de 70 % des dépenses publiques éligibles, à l'exception de la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques, pour laquelle il devrait être de 100 %.

Considérant 36

Les régions ultrapériphériques sont confrontées à des défis spécifiques liés à leur éloignement, leur relief et leur climat tels qu'ils sont indiqués à l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et possèdent également certains atouts pour le développement d'une économie bleue durable. Il convient donc, pour chaque région ultrapériphérique, que le programme des États membres concernés soit assorti d'un plan d'action pour le développement des secteurs de l'économie bleue durable, notamment la pêche et l'aquaculture durables, et de réserver une dotation financière pour soutenir la mise en œuvre de ces plans d'action. Le Feampa devrait également pouvoir soutenir une compensation des surcoûts auxquels sont confrontés les exploitants des régions ultrapériphériques en raison de la situation géographique ou de l'insularité de ces régions. Ce soutien devrait être plafonné à un pourcentage de cette dotation financière globale. En outre, un taux d'intensité de l'aide plus élevé que celui appliqué aux autres opérations devrait être appliqué dans les régions ultrapériphériques. Les États membres devraient pouvoir accorder un financement complémentaire pour la mise en œuvre de ce soutien. En tant qu'aide d'État, ce financement devrait être notifié à la Commission, qui peut l'approuver en vertu du présent règlement dans le cadre de ce soutien.

Article 5 – Ressources budgétaires en gestion partagée

1. La part de l’enveloppe financière en gestion partagée telle qu’elle est précisée au titre II est établie à 5 311 000 000EUR en prix courants, selon la répartition annuelle fixée à l’annexe V.
2. Pour les opérations situées dans les régions ultrapériphériques, chaque État membre concerné alloue, dans le cadre du soutien financier de l’Union qu’il reçoit et qui est fixé à l’annexe V, au moins :
 - a. 102 000 000EUR pour les Açores et Madère ;
 - b. 82 000 000EUR pour les îles Canaries ;
 - c. 131 000 000EUR pour la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, la Réunion et Saint-Martin.
1. La compensation visée à l’article 24 ne dépasse pas 60 % de chacune des dotations visées au paragraphe 2, points a), b) et c), du présent article, ou 70 % dans des circonstances justifiées dans chaque plan d’action pour les régions ultrapériphériques.
2. Au moins 15 % du soutien financier de l’Union alloué par État membre sont affectés dans le cadre du programme, élaboré et présenté conformément à l’article 21, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE) 2021/1060, à l’objectif spécifique visé à l’article 14, paragraphe 1, point d), du présent règlement. Les États membres n’ayant pas accès aux eaux de l’Union peuvent appliquer un pourcentage inférieur au regard de l’étendue de leurs tâches de contrôle et de collecte de données.
3. Le soutien financier de l’Union au titre du Feampa alloué, par État membre, au montant total du soutien visé aux articles 17 à 21 ne dépasse pas, globalement, le plus élevé des seuils suivants :
 - a. 6 000 000EUR ; où
 - b. 15 % du soutien financier de l’Union alloué par État membre.
1. Conformément aux articles 36 et 37 du règlement (UE) 2021/1060, le Feampa peut, à l’initiative d’un État membre, soutenir l’assistance technique nécessaire à sa bonne gestion et à son utilisation efficace.

Article 11 – Admissibilité des demandes :

1. Une demande présentée par un opérateur n'est pas admissible pendant une période déterminée fixée en vertu du paragraphe 4 du présent article, s'il a été établi par l'autorité compétente que l'opérateur en question :

- A commis des infractions graves en vertu de l'article 42 du règlement (CE) n°1005/2008 du Conseil ou de l'article 90 du règlement (CE) n° 1224/2009 ou en vertu d'autres actes législatifs adoptés par le Parlement européen et le Conseil dans le cadre de la PCP;
 - A été impliqué dans l'exploitation, la gestion ou la propriété d'un navire de pêche figurant sur la liste de l'Union des navires INN visée à l'article 40, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1005/2008 ou d'un navire battant le pavillon de pays reconnus comme pays tiers non coopérants conformément à l'article 33 dudit règlement; ou
 - A commis l'une des infractions environnementales énoncées aux articles 3 et 4 de la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil, lorsque la demande de soutien est présentée au titre de l'article 27 du présent règlement.
1. Si l'une des situations visées au paragraphe 1 du présent article survient durant toute la période située entre la présentation de la demande de soutien et cinq ans après le paiement final, le soutien versé par le Feampa et en lien avec cette demande est recouvré auprès de l'opérateur, conformément à l'article 103 du règlement portant dispositions communes pour 2021-2027.
 2. Sans préjudice de règles nationales plus étendues comme convenu dans l'accord de partenariat avec l'État membre concerné, une demande de soutien introduite par un opérateur n'est pas admissible pour une période déterminée fixée en vertu du paragraphe 4 du présent article, s'il a été établi par décision finale de l'autorité compétente concernée que l'opérateur a commis une fraude au sens de l'article 3 de la directive (UE) 2017/1371, dans le cadre du FEAMP ou du Feampa.
 3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués, conformément à l'article 52, complétant le présent règlement en ce qui concerne :
 - a) La détermination du seuil déclencheur et de la période d'inadmissibilité visée aux paragraphes 1 et 3 du présent article qui est proportionnée à la nature, la gravité, la durée ou la répétition des infractions graves, des infractions ou des fraudes commises, et qui est d'au moins un an ;
 - b) Conformément à l'article 103 du règlement portant dispositions communes pour 2021-2027, les modalités de recouvrement du soutien accordé conformément au paragraphe 2 du présent article, qui sont proportionnées à la nature, la gravité, la durée ou la répétition des infractions graves commises;

c) La date de début ou de fin pertinente des périodes visées aux paragraphes 1 et 3 et les conditions d'une réduction de la période d'inadmissibilité.

1. Les États membres peuvent appliquer, dans le respect de la réglementation nationale, une période d'inadmissibilité plus longue que celle établie conformément au paragraphe 4. Les États membres peuvent également appliquer une période d'inadmissibilité aux demandes présentées par les opérateurs pratiquant la pêche dans les eaux intérieures qui ont commis des infractions graves au sens de la réglementation nationale.
2. Les États membres exigent que les opérateurs qui présentent une demande au titre du Feampa fournissent à l'autorité de gestion une déclaration signée confirmant qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations énumérées aux paragraphes 1 et 3 du présent article. Les États membres vérifient la véracité de cette déclaration avant d'approuver la demande, en se fondant sur les informations disponibles dans les registres nationaux des infractions visés à l'article 93 du règlement (CE) n° 1224/2009 ou sur toute autre donnée disponible.

Aux fins de la vérification visée au premier alinéa du présent paragraphe, un État membre fournit, à la demande d'un autre État membre, les informations figurant dans son registre national des infractions visé à l'article 93 du règlement (CE) n° 1224/2009.

Article 35

Conformément à l'article 8, paragraphe 3, les États membres concernés élaborent, dans le cadre de leur programme, un plan d'action pour chacune de leurs régions ultrapériphériques, comprenant :

- a) une stratégie pour l'exploitation durable des ressources halieutiques et le développement des secteurs de l'économie bleue durable ;
- b) une description des principales actions envisagées et des moyens financiers correspondants, notamment :
 - i) le soutien structurel au secteur de la pêche et de l'aquaculture relevant du présent titre ;
 - ii) la compensation des surcoûts visée aux articles 24 et 36, y compris la méthode de calcul de cette compensation ;

- iii) tout autre investissement dans l'économie bleue durable nécessaire à la réalisation du développement durable du littoral.

Article 36

1. Aux fins de la mise en œuvre de la compensation des surcoûts que subissent les opérateurs lors de la pêche, de l'élevage, de la transformation et de la commercialisation de certains produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques visés à l'article 24, chaque État membre concerné établit, conformément aux critères fixés conformément au paragraphe 6 du présent article, pour chaque région ultrapériphérique, la liste des produits de la pêche et de l'aquaculture ainsi que les quantités correspondantes éligibles au bénéfice de la compensation.

2. Lorsqu'ils établissent les listes et les quantités visées au paragraphe 1, les États membres tiennent compte de tous les facteurs pertinents, notamment la nécessité d'assurer la conformité de la compensation avec les règles de la PCP.

3. Il n'est pas accordé de compensation pour les produits de la pêche et de l'aquaculture :

a) capturés par des navires de pêche de pays tiers, à l'exception de ceux qui battent le pavillon du Venezuela et opèrent dans les eaux de l'Union, conformément à la décision (UE) 2015/1565 du Conseil (37) ;

b) capturés par des navires de pêche de l'Union qui ne sont pas enregistrés dans un port d'une des régions ultrapériphériques ;

c) importés de pays tiers.

4. Le paragraphe 3, point b), ne s'applique pas si la capacité existante du secteur de la transformation dans la région ultrapériphérique concernée dépasse la quantité de matière première fournie.

5. La compensation versée aux bénéficiaires exerçant des activités visées au paragraphe 1 dans les régions ultrapériphériques ou possédant un navire enregistré dans le port d'une de ces régions et y exerçant leur activité, tient compte, afin d'éviter toute surcompensation :

a) pour chaque produit ou catégorie de produits de la pêche ou de l'aquaculture, des surcoûts résultant des handicaps spécifiques des régions concernées ; et

b) de tout autre type d'intervention publique ayant une incidence sur le niveau des surcoûts.

6. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués, conformément à l'article 62, complétant le présent règlement afin d'établir les critères de calcul des surcoûts résultant des handicaps spécifiques des régions concernées.

Article : 39

Les compensations des surcoûts ou des pertes de revenus et les autres compensations prévues au titre du présent règlement sont accordées sous l'une des formes visées à l'article 53, paragraphe 1, points b) à e), du règlement (UE) 2021/1060.

Article : 40

Le taux de cofinancement maximal du Feampa par objectif spécifique est de 70 % des dépenses publiques éligibles, à l'exception de l'objectif spécifique visé à l'article 14, paragraphe 1, point e), pour lequel il est de 100 %.

Article : 41

1. Les États membres appliquent un taux maximal d'intensité de l'aide de 50 % des dépenses totales éligibles liées à l'opération.
2. Par dérogation au paragraphe 1, des taux maximaux d'intensité de l'aide spécifiques sont déterminés à l'annexe III.
3. Lorsqu'une opération relève de plusieurs des lignes 2 à 19 de l'annexe III, le taux maximal d'intensité d'aide le plus élevé s'applique.
4. Lorsqu'une opération relève de l'une ou de plusieurs des lignes 2 à 19 de l'annexe III et relève en même temps de la ligne 1 de cette annexe, le taux maximal d'intensité de l'aide visé à la ligne 1 s'applique.

ANNEXE III : TAUX MAXIMAUX D'INTENSITÉ DE L'AIDE SPÉCIFIQUES EN GESTION PARTAGÉE

NUMÉRO DE LIGNE	CATÉGORIE SPÉCIFIQUE D'OPÉRATION	TAUX MAXIMAUX D'INTENSITÉ DE L'AIDE
1	Opérations bénéficiant d'un soutien au titre des articles 17, 18 et 19	40 %
2	Opérations ci-après contribuant à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement visée à l'article 15 du règlement (UE) no 1380/2013 :	
	— Opérations qui améliorent la sélectivité des engins de pêche au regard de la taille ou de l'espèce	100 %
	— Opérations qui améliorent l'infrastructure des ports de pêche, des halles de criée, des sites de débarquement et des abris afin de faciliter le débarquement et le stockage des captures indésirées	75 %
	— Opérations qui facilitent la commercialisation des captures indésirées débarquées provenant des stocks commerciaux conformément à l'article 8, paragraphe 2, point b), du règlement (UE) no 1379/2013	75 %
3	Opérations visant à améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail à bord des navires de pêche, sauf les opérations bénéficiant d'un soutien au titre de l'article 19	75 %
4	Opérations situées dans les régions ultrapériphériques	85 %
5	Opérations situées dans des îles grecques isolées ainsi que dans les îles croates de Dugi Otok, Vis, Mljet et Lastovo	85 %
6	Opérations bénéficiant d'un soutien au titre de l'article 22	85 %
7	Opérations liées à la petite pêche côtière	100 %
8	Opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services	100 %
9	Opérations liées aux compensations visées l'article 39	100 %
10	Opérations bénéficiant d'un soutien au titre des articles 23 et 25 et de la priorité 4	100 %
11	Opérations liées à la conception, à l'élaboration, au suivi, à l'évaluation ou à la gestion des systèmes transparents pour l'échange des possibilités de pêche entre les États membres, conformément à l'article 16, paragraphe 8, du règlement (UE) no 1380/2013	100 %
12	Opérations liées aux frais de fonctionnement des groupes d'action locale	100 %
13	Opérations bénéficiant d'un soutien au titre de l'article 30 et remplissant au moins l'un des critères suivants :	100 %

	<p>Être d'intérêt collectif</p> <p>i)</p> <p>Avoir un bénéficiaire collectif ou</p> <p>ii)</p> <p>Échéant, au niveau local, ou garantir un accès public à leurs</p> <p>iii) résultats présenter des caractéristiques innovantes, le cas</p>	
14	<p>Opérations autres que celles visées ligne 13 et remplissant l'ensemble des critères suivants :</p> <p>Être d'intérêt collectif</p> <p>i)</p> <p>Avoir un bénéficiaire collectif</p> <p>ii)</p> <p>Présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un</p> <p>iii) accès public à leurs résultats</p>	100 %
15	Opérations mises en œuvre par des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles	75 %
16	Instruments financiers, sauf les instruments financiers liés aux opérations visées ligne 1	100 %
17	Opérations de soutien à l'aquaculture durable mises en œuvre par les PME	60 %
18	Opérations en faveur de produits, procédés ou équipements innovants dans le domaine de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation	75 %
19	Opérations mises en œuvre par des organisations de pêcheurs ou par d'autres bénéficiaires collectifs	60 %

Article premier

Le présent règlement établit les critères de calcul des surcoûts supportés pendant la période d'éligibilité définie à l'article 63, paragraphe 2, du règlement (UE) 2021/1060 par les opérateurs lors de la pêche, de l'élevage, de la transformation et de l'écoulement de certains produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques de l'Union visées à l'article 349, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en raison des handicaps spécifiques de ces régions ultrapériphériques.

Article 2

(1) Les surcoûts visés à l'article 1er sont calculés séparément pour chacune des activités suivantes :

- a) la pêche ;
- b) l'élevage ;
- c) la transformation ;
- d) l'écoulement.

(2) Dans le cadre de chaque activité visée au paragraphe 1, les surcoûts sont calculés par postes de dépenses pour chaque produit ou catégorie de produits recensés par l'État membre comme pouvant bénéficier de la compensation.

(3) Les surcoûts sont calculés pour un poste de dépenses déterminé comme la différence entre les coûts supportés par les opérateurs dans les régions ultrapériphériques concernées, desquels est déduit tout type d'intervention publique ayant une incidence sur le niveau des surcoûts, et les coûts comparables supportés par les opérateurs continentaux de l'État membre concerné.

(4) Pour les postes de dépenses spécifiques à des produits ou à des catégories de produits pour lesquels aucun critère de comparaison ou unité de mesure n'est disponible dans la partie continentale du territoire de l'État membre, les surcoûts sont calculés par rapport aux coûts comparables pour des produits ou catégories de produits équivalents supportés par les opérateurs de la partie continentale du territoire de l'Union.

(5) Le calcul des surcoûts tient compte de toute intervention publique, y compris les aides d'État notifiées en vertu de l'article 108, paragraphe 3, du traité et de l'article 37 du règlement (UE) 2021/1139.

Article 3

(1) Les surcoûts sont calculés uniquement sur la base des coûts découlant des handicaps spécifiques des régions ultrapériphériques.

(2) Les surcoûts sont calculés sur la base d'une moyenne annuelle des prix enregistrés.

(3) Les surcoûts sont exprimés en euros par tonne de poids vif et, le cas échéant, tous les éléments de coût du surcoût total sont convertis en euros par tonne de poids vif. À cette fin, les facteurs de conversion établis aux annexes XIII , XIV et XV du règlement d'exécution (UE) no 404/2011 sont utilisés.

Tableau II-4: limites d'émission de la phase V pour la catégorie de moteurs NRS définie à l'article 4, paragraphe 1, point 4)

Phase d'émissions	Sous-catégorie de moteurs	Plage de puissance	Mode d'allumage	CO	HC + NO _x
		kW		g/kWh	g/kWh
Phase V	NRS-vr-1a NRS-vi-1a	0 < P < 19	AC	610	10
Phase V	NRS-vr-1b NRS-vi-1b			610	8
Phase V	NRS-v-2a	19 ≤ P ≤ 30		610	8
Phase V	NRS-v-2b NRS-v-3	19 ≤ P < 56		4,40 (*)	2,70 (*)

(*) À titre optionnel et alternatif, toute combinaison de valeurs répondant à l'équation $(HC + NO_x) \times CO^{0.734} \leq 8,57$ ainsi qu'aux conditions suivantes: CO ≤ 20,6 g/kWh et (HC + NO_x) ≤ 2,7 g/kWh.

Tableau II-5: limites d'émission de la phase V pour la catégorie de moteurs IWP définie à l'article 4, paragraphe 1, point 5)

Phase d'émissions	Sous-catégorie de moteurs	Plage de puissance	Mode d'allumage	CO	HC	NO _x	Masse PM	PN	A
		kW		g/kWh	g/kWh	g/kWh	g/kWh	#/kWh	
Phase V	IWP-v-1 IWP-c-1	19 ≤ P < 75	tous	5,00	(HC + NO _x ≤ 4,70)		0,30	—	6,00
Phase V	IWP-v-2 IWP-c-2	75 ≤ P < 130	tous	5,00	(HC + NO _x ≤ 5,40)		0,14	—	6,00
Phase V	IWP-v-3 IWP-c-3	130 ≤ P < 300	tous	3,50	1,00	2,10	0,10	—	6,00
Phase V	IWP-v-4 IWP-c-4	P ≥ 300	tous	3,50	0,19	1,80	0,015	$\frac{1}{\times 10^{12}}$	6,00

Tableau II-6: limites d'émission de la phase V pour la catégorie de moteurs IWA définie à l'article 4, paragraphe 1, point 6)

Phase d'émissions	Sous-catégorie de moteurs	Plage de puissance	Mode d'allumage	CO	HC	NO _x	Masse PM	PN	A
		kW		g/kWh	g/kWh	g/kWh	g/kWh	#/kWh	
Phase V	IWA-v-1 IWA-c-1	19 ≤ P < 75	tous	5,00	(HC + NO _x ≤ 4,70)		0,30	—	6,00
Phase V	IWA-v-2 IWA-c-2	75 ≤ P < 130	tous	5,00	(HC + NO _x ≤ 5,40)		0,14	—	6,00

Phase d'émissions	Sous-catégorie de moteurs	Plage de puissance	Mode d'allumage	CO	HC	NO _x	Masse PM	PN	A
		kW		g/kWh	g/kWh	g/kWh	g/kWh	#/kWh	
Phase V	IWA-v-3 IWA-c-3	130 ≤ P < 300	tous	3,50	1,00	2,10	0,10	—	6,00
Phase V	IWA-v-4 IWA-c-4	P ≥ 300	tous	3,50	0,19	1,80	0,015	1 × 10 ¹²	6,00

Tableau II-7: limites d'émission de la phase V pour la catégorie de moteurs RLL définie à l'article 4, paragraphe 1, point 7)

Phase d'émissions	Sous-catégorie de moteurs	Plage de puissance	Mode d'allumage	CO	HC	NO _x	Masse PM	PN	A
		kW		g/kWh	g/kWh	g/kWh	g/kWh	#/kWh	
Phase V	RLL-c-1 RLL-v-1	P > 0	tous	3,50	(HC + NO _x ≤ 4,00)		0,025	—	6,00

Tableau II-8: limites d'émission de la phase V pour la catégorie de moteurs RLR définie à l'article 4, paragraphe 1, point 8)

Phase d'émissions	Sous-catégorie de moteurs	Plage de puissance	Mode d'allumage	CO	HC	NO _x	Masse PM	PN	A
		kW		g/kWh	g/kWh	g/kWh	g/kWh	#/kWh	
Phase V	RLR-c-1 RLR-v-1	P > 0	tous	3,50	0,19	2,00	0,015	1 × 10 ¹²	6,00

Tableau II-9: limites d'émission de la phase V pour la catégorie de moteurs SMB définie à l'article 4, paragraphe 1, point 9)

Phase d'émissions	Sous-catégorie de moteurs	Plage de puissance	Mode d'allumage	CO	NO _x	HC
		kW		g/kWh	g/kWh	g/kWh
Phase V	SMB-v-1	P > 0	AC	275	—	75

Tableau II-10: limites d'émission de la phase V pour la catégorie de moteurs ATS définie à l'article 4, paragraphe 1, point 10)

Phase d'émissions	Sous-catégorie de moteurs	Plage de puissance	Mode d'allumage	CO	HC + NO _x
		kW		g/kWh	g/kWh
Phase V	ATS-v-1	P > 0	AC	400	8

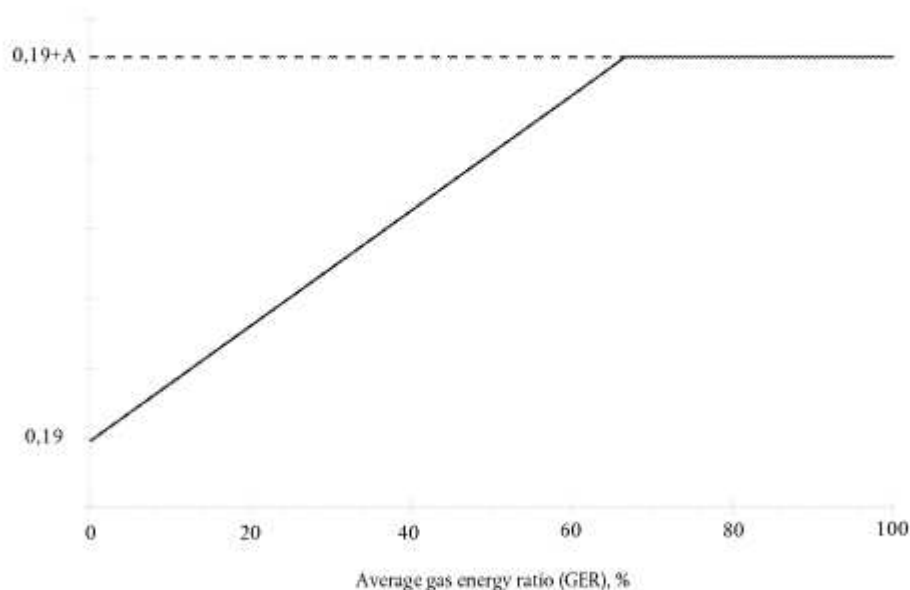
Dispositions spécifiques sur les limites d'émission pour les hydrocarbures (HC) totaux pour les moteurs fonctionnant partiellement ou totalement au gaz

1. Pour les sous-catégories pour lesquelles un facteur A est défini, la limite d'émission pour les HC pour les moteurs fonctionnant partiellement ou totalement au gaz indiquée dans les tableaux II-1 à II-10 est remplacée par celle calculée à l'aide de la formule suivante:

$$HC = 0,19 + (1,5 \times A \times GER)$$

où GER est le pouvoir énergétique relatif moyen du gaz sur le cycle d'essai adéquat. Lorsqu'un cycle d'essai en conditions stationnaires et un cycle d'essai en conditions transitoires s'appliquent, le GER est déterminé sur la base du cycle d'essai en conditions transitoires avec démarrage à chaud. Lorsque plusieurs cycles d'essai en conditions stationnaires s'appliquent, le GER moyen est déterminé pour chaque cycle individuellement.

Si la limite calculée pour les émissions de HC excède la valeur de $0,19 + A$, la limite des émissions de HC est établie à $0,19 + A$.



Graphique 1. Schéma montrant la limite d'émission pour les HC en fonction du GER moyen

2. Pour les sous-catégories avec une limite combinée pour les émissions de HC et de NO_x , la valeur limite combinée pour les émissions de HC et de NO_x est réduite de 0,19 g/kWh et s'applique uniquement aux émissions de NO_x .
3. Pour les moteurs à carburant non gazeux, la formule ne s'applique pas.



Validé par CNS du 15 février 2023	OS : 1.6 – Contribuer à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques	Priorité 1
Version 1-février 2023		FEAMPA
Unité affaires économiques Mer et Littoral - DEALM		2021-2027

Table des matières

1. Références réglementaires
2. Actions concernées par ce dispositif
3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des actions
4. Critères de sélection
5. Modalité de financement
6. Indicateurs
7. Pilotage de l'objectif spécifique

1. Références réglementaires

a. Références du règlement FEAMPA

Règlement (UE) 2021/1139 du 7 juillet 2021 instituant le fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004 dont les articles 3, 14-f et 25.

Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)

Règlement (UE) n°1380/2013 du parlement européen et du conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n°1954/2003 et (CE) n°1224/2009 du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n°2371/2002 et (CE) n°639/2004 du Conseil et la décision 2004/585/CE du Conseil (PCP) ;

Directive 2008/56/CE du parlement européen et du conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre « stratégie pour le milieu marin », DCSMM) ;

Directive 92 / 43 / CEE du conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (DHFF) ;

Directive 2009/147/CE du parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages (DO) ;

Code de l'environnement, dont l'article L411-4.

2. Types d'actions

Cet objectif spécifique vise à améliorer :

Les opérations de lutte contre les déchets issus de la pêche et l'aquaculture en mer et sur le littoral

L'expérimentation d'actions locales en faveur de la protection et de la restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins (hors mise en œuvre des directives européennes).

Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des actions

3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des actions

a. Eligibilité géographique

Cette fiche critère de sélection concerne Mayotte

b. Portant sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires de cet objectif spécifique pourra inclure tous les opérateurs des filières de la pêche et de l'aquaculture dont les activités sont fortement liées à la qualité du milieu et à la disponibilité de la ressource mais également les collectivités territoriales œuvrant en faveur de l'objectif spécifique 1.6 : autorités de l'état, instituts scientifique et technique ayant des missions sur le milieu marin, agences environnementales et opérateurs associés, autorités locales, collectivité territoriale, communes et organismes intercommunaux, Instituts de recherche et de formation, Associations,

ONG, Gestionnaire du réseau des aires marines protégées et des sites Natura 2000, Entreprises locales et acteurs socio-économiques.

Le projet doit être mené en collaboration a minima avec :

Un organisme scientifique ou technique, qui valide à minima le protocole scientifique et les résultats du projet (sauf si indication contraire dans un appel à projet).

La collaboration est notamment définie par l'existence d'une convention de partenariat entre les partenaires du projet.

Le projet présente un caractère innovant (ce critère d'éligibilité sera validé par les experts au moment de la procédure de sélection) et se situe en fin de cycle « innovation » : mise sur le marché ou utilisation dans les 3 ans après la fin du projet. Le projet d'innovation doit ainsi revêtir un degré de maturité technologique suffisant qui lui permet de s'inscrire à partir du niveau 4 de l'échelle de degré de maturité technologique dite échelle TRL (Technology Readiness Level). Un projet qui comporte plusieurs niveaux de l'échelle TRL est éligible dès lors que la majorité du projet se situe sur les niveaux éligibles.

La durée du projet est inférieure ou égale à 3 ans. Dans certains cas particuliers, les cahiers des charges des appels à projets pourront prévoir une durée allant jusqu'à 4 ans.

Ne sont pas éligibles les actions d'amélioration des connaissances, sauf si elles sont directement liées et nécessaires au projet d'innovation.

c. Portant sur les actions

Les opérations peuvent prendre la forme d'un partenariat, sous réserve que le bénéficiaire de l'aide fournisse une convention de partenariat.

Les actions ne doivent pas relever de la mise en conformité avec une réglementation européenne déjà applicable. En cas du devancement d'une nouvelle réglementation ou norme, les investissements sont éligibles (et les aides peuvent être accordées) uniquement si la date de décision d'octroi de l'aide est antérieure à la date de mise en application de ladite réglementation ou norme.

Opérations de lutte contre les déchets issus de la pêche et l'aquaculture en mer et sur le littoral Expérimentation d'actions locales en faveur de la protection et de la restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins, hors mise en œuvre des directives européennes	Investissements à terre (dans les ports ou autres infrastructures) permettant de fournir des installations de réception des engins de pêche et équipements aquacoles Démarches d'économie circulaire territoriale en lien avec la réduction des déchets de la pêche et de l'aquaculture, dont le soutien aux filières et savoir-faire de réparation des engins de pêche et des équipements d'aquaculture Les initiatives locales de précollecte-ramassage à terre de ces déchets de la pêche et de l'aquaculture (organiser davantage d'initiatives de ramassage, les coordonner afin de les rendre plus effectives, professionnaliser le démontage des engins de pêche...) Création de filière de recyclage, de valorisation et d'élimination des engins de pêche et des
---	--

	<p>équipements aquacoles</p> <p>Actions au niveau régional concourant à la mise en place de la filière nationale de Responsabilité élargie du producteur des engins de pêche (pour les filières pêche et aquaculture) avant son caractère obligatoire à partir du 1/1/2025</p> <p>L'acquisition de matériel de protection spécifique des espaces côtiers particulièrement sensibles aux pollutions d'origine marine (barrages d'échouage et de protection des sites écologiques)</p>
Expérimentation d'actions locales en faveur de la protection et de la restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins, hors mise en œuvre des directives européennes	<p>Mise en œuvre opérationnelle des documents de gestion,</p> <p>Programmes d'actions définis dans le cadre d'aires marines protégées, soutien des initiatives de protection renforcée en accompagnant les besoins des gestionnaires d'aires marines en termes de moyens de surveillance et le soutien des partenariats dans la gestion et le suivi des sites (gestionnaires, scientifiques, professionnels de la mer).</p> <p>Valorisation scientifique des mesures de protection de la préservation de la biodiversité marine.</p>

d. **Dépenses éligibles**

Sont éligibles à cette mesure les dépenses suivantes :

Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués.

Les dépenses suivantes sont éligibles les types de dépenses suivantes :

- ✓ Dépenses d'investissement matériel (y compris infrastructures) et immatériel (y compris études) directement liés à l'opération ;
- ✓ Frais de personnel directement liés à l'opération : barème de coût unitaires basé sur les données réelles du bénéficiaire (cf. note sur les coûts simplifiés)
- ✓ Prestations (sous-traitance)
- ✓ Frais indirects : 15% des frais de personnel directement liés à l'opération (cf. note sur les coûts simplifiés)
- ✓ Frais de restauration et logement directement liés à l'opération : pris en charge sur la base des barèmes de la fonction publique (cf. note sur les coûts simplifiés)

- ✓ Frais de déplacement directement liés à l'opération : pris en charge au réel sur la base de la classe économique ou de la seconde classe (sauf pour les déplacements en voiture : prise en charge sur la base du barème kilométrique de la fonction publique) (cf. note sur les coûts simplifiés)
- ✓ Dépenses directes liées à l'affrètement de navires selon un forfait justifié par le bénéficiaire :
- ✓ Si le bénéficiaire est propriétaire du navire : pour chaque mission en mer inscrite dans le projet, une copie certifiée de l'état des dépenses doit être présentée au service instructeur avec la ventilation détaillée des frais d'exploitation et le cas échéant, la manière dont ces frais ont été calculés, pour justifier du forfait journalier de coût des navires.
- ✓ Si le bénéficiaire affrète le navire : les règles relatives à la sous-traitance s'appliquent pour la justification des dépenses. Les pièces justificatives (contrats de sous-traitance, factures) indiquent la ventilation des postes de dépenses. Dans ce cas, les dépenses sont calculées aux frais réels.

Un plancher d'éligibilité de 30 000 € d'aides publiques.

Les coûts éligibles réellement exposés par le bénéficiaire remplissent l'ensemble des critères suivants :

Sont nécessaires à la mise en œuvre de l'action ou du programme de travail qui fait l'objet de la subvention ;

Sont identifiables et vérifiables, et notamment sont inscrits dans la comptabilité du bénéficiaire et déterminés conformément aux normes comptables en France en matière de comptabilité analytique ;

Satisfont aux exigences de la législation fiscale, comptable, juridique et sociale applicable.

Ne sont pas éligibles :

- ✓ Les frais de déplacement du public ciblé par l'opération,
- ✓ L'achat de bâtiment
- ✓ L'achat de terrain

1. Critères de sélection

La sélection des projets s'appuiera sur les critères de sélection suivants :

- ✓ Pertinence du projet par rapport à l'objet de l'OS et à la stratégie régionale
- ✓ Qualité scientifique et/ou technique du projet
- ✓ Qualité de l'organisation et de la faisabilité du projet (faisabilité, méthodologie, programmation scientifique et/ou technique comprenant les frais liés au fonctionnement, entretien et maintenance)
- ✓ Planning prévisionnel détaillé attestant du délai de trois ans maximums pour la réalisation du projet, date d'accusé de réception de la demande d'aide faisant foi.
- ✓ Retombées prévisionnelles du projet sur le plan environnemental

- ✓ Retombées prévisionnelles du projet sur le plan social, économique et de l'emploi

Principes de sélection	Critères de sélection	Notation
Impacts économiques sur les filières, le développement des marchés et la compétitivité des entreprises	Le projet permet de répondre aux enjeux économiques des filières aquacoles	20
	Le projet vise à démocratiser une technologie innovante reconnue dont les effets positifs pour la filière ont déjà été démontrés	10
Impacts sur l'emploi	Le projet cible des nouveaux installés	5
	Le projet permet de répondre aux enjeux sociaux des filières aquacoles	5
	Le projet contribue à la promotion de l'égalité professionnelle femme/homme	5
Qualité environnementale	Le projet permet de répondre aux enjeux environnementaux des filières aquacoles	10
	Le projet intègre dans son objet : - Evaluation des impacts environnementaux - réduction des impacts négatifs sur le milieu - renforcement des effets positifs sur l'environnement (moyens techniques, réglementation environnementale...) - Adaptation au changement climatique à moyen terme - Contribution à la résilience environnementale	20
Dimension collective	Le projet bénéficie à au moins deux entreprises/organismes, de la filière, n'étant pas rattachées à un même groupe.	5
	Le projet prévoit une diffusion (actes de colloque, supports de formation, résultats d'étude, etc.) accessible et gratuite.	5
Cohérence des projets, contribution à la bonne gouvernance	Qualité de l'organisation du projet (calendrier, jalons ...) ou du porteur de l'opération à conduire le projet (robustesse économique, compétence ...)	10
	Qualité du portage (moyen humain, matériel, technique)	5
		100

Note éliminatoire : inférieur à 30/100

1. Modalités de financement

Modalités générales

Les porteurs de projets pluriannuels, seront dans l'obligation de déposer des demandes intermédiaires de paiement chaque année.

a. Intensité d'aide publique

Le taux d'intensité d'aide publique	80% des dépenses éligibles
-------------------------------------	----------------------------

b. Taux de contribution

Le FEAMPA

Le taux de contribution du FEAMPA représente 70% des dépenses publiques éligibles.

Les CPN - Contreparties nationales

Les contreparties nationales s'élèvent à 30% des dépenses publiques éligibles

2. Indicateurs

TA 1.6.3	Opérations de lutte contre les déchets issus de la pêche et l'aquaculture	CR 10	Actions contribuant à un bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons	Nombre d'actions
TA.1.6.4	Expérimentation d'actions locales pour la biodiversité et les écosystèmes marins	CR 10	Actions contribuant à un bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons	Nombre d'actions

3. Pilotage de l'objectif spécifique

Pilotage de l'OS est assuré par la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture

Instruction par le service déconcentré Etat : DEAL Mer – Unité Affaires Economique Mer et Littoral – DEAL Mer sous l'autorité du préfet de Mayotte.



Validé par CNS du 15 février 2023	OS : 2.1. – Promouvoir les activités aquacoles durables et économiquement viables	Priorité 2
Version 2- février 2023		FEAMPA
E.Ch.Unité affaires économique Mer et Littoral - DEALM		2021-2027

IV - Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles, installation aquacole, recherche et innovation, prévention et gestion des risques

Table des matières

1. Références réglementaires
2. Actions concernées par ce dispositif
3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations
4. Critères de sélection
5. Modalité de financement
6. Indicateurs
7. Pilotage de l'objectif spécifique

Promouvoir les activités aquacoles durables et économiquement viables

Stratégie régionale :

La stratégie régionale vise la relance de l'aquaculture, activité qui peine à se créer et à se développer à Mayotte :

Structuration des filières

- Soutien à la création et le développement de l'aquaculture à Mayotte et la mise en place d'une plateforme multi-services qui devra accompagner la filière dans son développement et sa pérennité par une ingénierie spécialisée en production, gestion administrative et financière, communication et commercialisation.
- Recherche et le développement pour maîtriser les cycles biologiques en lien avec les instituts de recherche (Université, IFREMER ou tout autre institution) capables d'accompagner la filière dans la recherche et le développement pour maîtriser les cycles biologiques des espèces autochtones pouvant participer à la diversification des productions aquacoles).
- Formation des aquaculteurs
- Partage des connaissances et d'expériences avec d'autres territoires
- Collecte des données et la capitalisation des connaissances pour le développement de la filière

Investissements dans l'aquaculture

- Création d'une écloserie
- Accompagnement de la relance de la production en mer : acquisition des cages de grossissement de larves pré-grossies de 5g, filets, moyens nautiques pour la logistique, pontons flottants, matériel d'entretien des filets (karcher) et de récolte de la production ;
- Amélioration de la mise sur le marché : voies d'accès, salle de préparation, véhicules frigorifiques, machine à glace, divers petits matériels (balance spécifique, emballage...) ;
- Développement des installations à terre (aménagement et équipements des locaux ainsi que des accès et abords) et la sécurisation des outils de production à terre comme en mer ;

1. Références réglementaires

a. Références du règlement FEAMPA

Règlement du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 (UE) n°2021-1139 – articles 26 et 27

b. Référence réglementaire fonds européens structurels d'investissement

Règlement UE n°2021/1060 portant dispositions communes pour les FESI (Fonds Européens Structurels d'Investissement) – article 53

c. Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)

Orientations stratégiques pour une aquaculture plus durable et compétitive dans l'Union européenne pour la période 2021-2030 - COM (2021) 236 final. En date du 12 mai 2021¹

¹ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52021DC0236&from=EN>

Règlement (UE) no 1380/2013 relatif à la politique commune de la pêche – Article 34

Directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 Novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal – Articles 3 et 4

Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027

Plan d'Aquaculture d'Avenir (P2A)

a. Cohérence avec le plan stratégique national pour l'aquaculture durable

Notamment avec les fiches actions :

1. Simplification des procédures administratives et accès à l'espace
3. Recherche & innovation
4. Gestion des risques climatiques, sanitaires, zoosanitaires, environnementaux
5. Favoriser le développement économique des filières aquacoles
6. Attractivité des métiers et formation
7. Augmentation de la valeur ajoutée des produits de l'aquaculture et performance environnementale des entreprises aquacoles

L'annexe 2 sur le plan stratégique national pour l'aquaculture durable : production aquacole dans les régions ultrapériphériques

- Favoriser le développement économique des entreprises aquacoles
- Recherche et innovation
- Gestion des risques climatiques, sanitaires, zoosanitaires et environnementaux
- Attractivité des métiers de l'aquaculture et formation
- Augmentation de la valeur ajoutée des produits de l'aquaculture et performance environnementales des entreprises aquacoles

2. Types d'actions

Le FEAMPA soutiendra des opérations relatives aux types d'opération suivants :

<u>Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles</u>	Faire émerger et/ou renforcer les filières aquacoles à Mayotte <ul style="list-style-type: none">• Soutien à l'investissement productif pour la création et la modernisation des unités économiques (cages, bassins filets, moyens nautiques, machine à glace, ateliers de transformation etc.) y compris des unités de production en aquaponie (partie aquaculture) ou /et en AMTI• Maintien et modernisation des circuits courts (dont e-commerce)• Communication sur les filières de production locale• Soutien aux investissements pour la mise en vente• Attractivité• Etude préalable à l'investissement• Valorisation qualitative de la production et performance environnementale des entreprises
--	---

	aquacoles <ul style="list-style-type: none"> • Soutien à l'investissement qualité, hygiène, santé, conditions de travail
<u>Installation aquacoles</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une nouvelle écloserie à Mayotte pour relancer la production • Installation de jeune aquaculteur
<u>Recherche et innovation</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Maîtriser l'élevage d'espèces locales en poursuivant la recherche & l'innovation dans ce domaine • Développer l'accompagnement des professionnels et l'assistance technique pour le montage des dossiers (dont dossiers FEAMPA). • Encourager la diversification des espèces et des modes de production et les sécuriser juridiquement (en lien avec la fiche action 1 du Plan aquaculture avenir). • Production de nouvelles espèces • Valorisation et montée en gamme des produits
<u>Actions collectives, communication, médiation, animation des filières</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion du projet • Services de conseil : prévention des risques (climatiques, sanitaires, environnementaux, pollutions et contaminations, utilisation et qualité de l'eau, réduction des densités, etc.) • Echanges de bonnes pratiques

3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations

a) Eligibilité géographique

Cette fiche critère de sélection concerne Mayotte

b) Conditions d'éligibilité portant sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont :

- Les entreprises aquacoles et leurs groupements constituant des entreprises au sens de l'UE ;
- Les organismes publics (RÈGLEMENT (UE) 2021/1139 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004
- Les structures collectives du secteur aquacole ou ayant une activité aquacole – ex : (liste non exhaustive)
 - Les organisation de producteurs, les organismes à vocation sanitaire reconnus par l'Etat au sens de l'article L201-9 du code rural et la pêche maritime (CRPM),
 - Les organismes consulaires,
 - Les agences et associations régionales et départementales de développement et d'innovation,
 - Les centres et instituts techniques, et organismes de recherche,

- Les coopératives maritimes et autres structures gestionnaires de concessions aquacoles,
- Les structures professionnelles représentatives.
- Les collectivités territoriales, les collectivités locales

c) Conditions d'éligibilité portant sur les projets

Les dossiers comportent un plan d'entreprise¹ démontrant la faisabilité technique du projet, sa rentabilité et sa faisabilité financière à l'appui de données objectives.

Dans le cas d'investissements supérieurs à 50 000 € de dépenses éligibles, les aquaculteurs entrant dans le secteur devront présenter une étude de faisabilité incluant une évaluation environnementale² des opérations.

Les projets de production de nouvelles espèces ou de diversification vers de nouvelles espèces, en particulier en cas de création d'entreprise, devront être accompagnés d'un rapport de commercialisation émanant d'un organisme compétent extérieur à l'entreprise et qui démontre qu'il existe sur le marché des perspectives bonnes et durables pour le produit (rapport préexistant ou réalisé dans le cadre du projet).

L'aide n'est pas accordée aux activités d'aquaculture dans des zones marines protégées si l'autorité compétente reconnue par l'État membre a établi, sur la base d'une évaluation des incidences sur l'environnement, que les activités en question tendraient à avoir sur l'environnement des répercussions négatives considérables qui ne peuvent pas être suffisamment atténuées.

Les projets d'élevage d'organismes génétiquement modifiés ne sont pas éligibles.

Les projets visant à accroître la production et/ou favoriser la modernisation des entreprises aquacoles existantes ou la construction de nouvelles unités doivent démontrer qu'ils sont compatibles avec le plan stratégique national pluriannuel pour le développement des activités aquacoles (plan stratégique national pour l'aquaculture durable)³.

Seul le matériel neuf est éligible.

Les opérations peuvent prendre la forme d'un partenariat, sous réserve que le bénéficiaire de l'aide fournisse une convention de partenariat.

Les actions ne doivent pas relever de la mise en conformité avec une réglementation européenne déjà applicable. En cas du devancement d'une nouvelle réglementation ou norme, les investissements sont éligibles (et les aides peuvent être accordées) uniquement si la date de décision d'octroi de l'aide est antérieure à la date de mise en application de ladite réglementation ou norme.

Le projet déposé ne comprend pas d'actions ou dépenses financées pour tout ou partie dans le cadre de la mesure FCS 4 (acquisition de connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques, planification, surveillance sanitaire et zoosanitaire) dont l'instruction est confiée à FranceAgriMer.

¹,
Le plan d'entreprise est un document qui prend en compte l'ensemble des enjeux économiques, environnementaux et sociaux de L'entreprise, et comprend notamment :

- un état de la situation initiale de l'entreprise,
 - les objectifs de développement de l'entreprise (incluant le projet pour lequel la demande d'aides est faite) et leurs étapes à 3 ans,
 - le détail des actions envisagées pour atteindre ces objectifs sur 3 ans,
 - les résultats économiques prévisionnels sur 3 ans.
- ³ Déclaration sur l'honneur, à fournir par le bénéficiaire, reprenant explicitement les objectifs ciblés du plan stratégique national pour l'aquaculture durable auxquels son projet contribue.

Opérations éligibles :

<p>TA 2.1.1</p> <p>Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles</p>	<p>Amélioration des conditions de production, de transformation et de distribution en termes d'optimisation des coûts, de sécurité et de conditions de travail des travailleurs, de santé publique et d'hygiène, de santé animale, de gestion zootechnique, de qualité et de traçabilité des produits ou d'intégration des enjeux environnementaux</p> <p>Mise en valeur des espèces peu utilisées, des sous-produits et des déchets (ex. sensibilisation à la notion d'économie circulaire, diminution de la dépendance envers les protéines et corps gras d'origine marine) ;</p> <p>Investissements pour la qualité des aliments (pour les poissons d'élevage) et la sécurité en matière d'hygiène : pour la préservation de la qualité et les conditions des outils de production.</p> <p>Investissements relatifs à la production aquacole biologique</p> <p>Investissements visant à réduire l'impact des activités aquacoles sur l'environnement (réduction et optimisation des intrants, traitement des rejets, gestion des déchets, aquaculture multi-trophique intégrée (AMTI), etc.)</p> <p>Investissement dans les systèmes d'énergie renouvelable : visant l'amélioration de l'efficacité énergétique (utilisation des systèmes d'énergie renouvelable)</p> <p>Investissements pour l'utilisation et la qualité de l'eau</p> <p>Réduction et prévention de la pollution/contamination</p> <p>Développement de nouveaux marchés ou de nouvelles techniques</p> <p>Etude préalable à l'investissement</p>
<p>TA 2.1.2.</p> <p>Installation aquacole</p>	<p>Création d'une écloserie</p> <p>Installation de jeunes aquaculteurs</p>
<p>TA 2.1.3</p> <p>Recherche et innovation</p>	<p>Diminution de l'empreinte environnementale des activités aquacoles (économie d'énergie et d'eau, gestion des effluents et des déchets en général...),</p> <p>Valorisation et montée en gamme des produits, labellisation</p> <p>Développement de nouveaux modes de production adaptés aux enjeux climatiques</p> <p>Production de nouvelles espèces</p> <p>Etudes et recherches innovantes et partagées collectivement</p> <p>Développement de l'innovation produit : développer de nouveaux produits ou équipements absents sur le marché ou permettant d'avoir de fortes améliorations par rapport à ceux existants sur les marchés.</p> <p>Développement de l'innovation dans les processus : développer des modes de production ou d'organisation nouveaux ou améliorés, etc.</p>
<p>TA 2.1.6</p> <p>Actions collectives, communication, médiation et animation des filières</p>	<p>Investissements dans les services de conseil : en lien avec la fourniture d'un conseil technique, économique ou stratégique spécialisé, publication de guides et fiches méthodologiques</p> <p>Formation pour améliorer les compétences et développer le capital humain (liste non exhaustive)</p> <p>Formations organisées par les structures professionnelles aquacoles</p> <p>Adaptation au changement climatique</p> <p>Gestion des risques sanitaires et zoosanitaires ;</p>

	Pratiques en matière de développement durable et de réduction des déchets Partage de connaissances : dont les échanges de connaissances ou de bonnes pratiques notamment pour l'aquaculture bio, principalement dans le cadre de réunions, journées techniques, séminaires ou de plateforme digitale. Amélioration de la structuration de la filière Amélioration de l'accès des professionnels et de leurs structures aux possibilités de financement privées ou publiques. Connaissance des impacts environnementaux et à l'amélioration de la performance environnementale
--	---

Sont éligibles à cette mesure les dépenses suivantes :

Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués.

a) Investissements matériels liés à l'exécution de l'opération :

- Dépenses d'investissement matériel sur une base réelle
- Travaux (ex. construction, agrandissement et aménagement de bâtiments d'exploitation, de bassins, de serres, circuit hydraulique)
- Acquisition de bâtiments existants, y compris de serres dédiées à la production aquacole, dans le respect du décret national d'éligibilité des dépenses et de son arrêté d'application
- Acquisition de matériels d'exploitation, terrestres ou aquatiques
- Acquisition de matériel informatique (hors fonctions administratives)
- Aménagement des véhicules neufs répondant spécifiquement aux besoins de l'activité (ex. caisses frigorifiques, équipement de levage)
- Acquisition de véhicules répondant spécifiquement aux besoins de l'activité, c'est-à-dire permettant d'acheminer la production des sites de productions éloignés vers les principaux marchés
- Equipements de sécurisation des sites (ex. caméras de surveillance, portail, grillage)

b) Investissements immatériels liés à l'exécution de l'opération :

- Dépenses d'investissement immatériel sur une base réelle
- Dépenses de prestations (études préalables techniques, scientifiques, juridiques, environnementales ou économiques ; expertises ; dépenses de formation liées spécifiquement à l'investissement (ex. formation à l'utilisation d'un nouvel équipement ou logiciel) etc. dans la limite de 15 % du coût d'investissement)
- Frais de mission : 6,3% des frais de personnel pour les TA « Recherche et innovation » et « actions collectives », barème de la fonction publique pour le TA « Formation ». Les vols à destination ou en provenance des RUP sont pris en compte sur la base du réel.

- Frais de personnel directement liés à l'opération : sur la base d'un coût unitaire
- Dépenses indirectes : sur une base forfaitaire de 15 % des frais de personnel directement liés à l'opération

Les coûts éligibles réellement exposés par le bénéficiaire remplissent l'ensemble des critères suivants :

Qualité du budget prévisionnel de l'action des justificatifs produits

Sont nécessaires à la mise en œuvre de l'action ou du programme de travail qui fait l'objet de la subvention ;

Sont identifiables et vérifiables, et notamment sont inscrits dans la comptabilité du bénéficiaire et déterminés conformément aux normes comptables en France en matière de comptabilité analytique ;

Satisfont aux exigences de la législation fiscale, juridique et sociale applicable

Ne sont pas éligibles :

- Les frais de déplacement du public ciblé par l'opération,
- Le remplacement de matériel à l'identique ;
- Les travaux de voirie et de viabilisation (raccordements électriques et branchements au réseau d'eau domestique) ;
- Le matériel d'occasion
- Les consommables, sauf dispositions particulières pour les nouveaux aquaculteurs (voir ci-dessus)
- Les équipements et opérations de balisage individuel ;
- Les digues ;
- L'acquisition de cheptel ;
- L'indemnité de substitution (occupation du DPM) ;
- Les taxes et assurances ;
- Le développement d'activité complémentaire dans l'hébergement ou la restauration ;

4. Critères de sélection

Principes de sélection	Critères de sélection	
Impacts économiques sur les filières, le développement des marchés et la compétitivité des entreprises	Le projet permet de répondre aux enjeux économiques des filières aquacoles	20
	Le projet vise à démocratiser une technologie innovante reconnue dont les effets positifs pour la filière ont déjà été démontrés	10
Impacts sur l'emploi	Le projet cible des nouveaux installés	5
	Le projet permet de répondre aux enjeux sociaux des filières aquacoles	5
	Le projet contribue à la promotion de l'égalité professionnelle femme/homme	5
Qualité environnementale	Le projet permet de répondre aux enjeux environnementaux des filières aquacoles	10

	Le projet intègre dans son objet : - Evaluation des impacts environnementaux – réduction des impacts négatifs sur le milieu – renforcement des effets positifs sur l'environnement (moyens techniques, réglementation environnementale...) - Adaptation au changement climatique à moyen terme - Contribution à la résilience environnementale	20
Dimension collective	Le projet bénéficie à au moins deux entreprises/organismes, de la filière, n'étant pas rattachées à un même groupe.	5
	Le projet prévoit une diffusion (actes de colloque, supports de formation, résultats d'étude, etc.) accessible et gratuite.	5
Cohérence des projets, contribution à la bonne gouvernance	Qualité de l'organisation du projet (calendrier, jalons ...) ou du porteur de l'opération à conduire le projet (robustesse économique, compétence ...)	10
	Qualité du portage (moyen humain, matériel, technique)	5
		100

Note éliminatoire : inférieure à 30/100

5. Modalités de financement

a. Modalités générales

Les porteurs de projets pluriannuels, seront dans l'obligation de déposer des demandes intermédiaires de paiement chaque année.

Modalités de calcul de l'assiette éligible au FEAMPA

Peuvent être pris en compte pour déterminer l'assiette éligible : Cf. note OCS à mettre en référence une fois finalisée

- Les dépenses d'investissement matériel ou immatériel (y compris prestations) sur une base réelle
- Les frais de personnel directement liés à l'opération : coût unitaire basé sur les données réelles du bénéficiaire
- Les frais indirects : sur une base forfaitaire de 15% des frais de personnel directement liés à l'opération et sous réserve que ces coûts ne soient pas couverts par des aides publiques
- Frais de mission (hébergement, transport, restauration) : 6,3% des frais de personnel pour les TA « Recherche et innovation » et « actions collectives », barème de la fonction publique pour le TA « Formation ». Les vols à destination ou en provenance des RUP sont pris en compte sur la base du réel.

Un plancher d'éligibilité de 5 000 € d'aides publiques.

a. Intensité d'aide publique

Cas général – ex-entreprise non-PME	Opérations mises en œuvre par des organisations de pêcheurs ou par d'autres bénéficiaires collectifs (Ex. coopérative)	Opérations de soutien à l'aquaculture durable mises en œuvre par les PME	Opérations en faveur de produits, procédés ou équipements innovants dans le domaine de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation	Opérations mises en œuvre par des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles	Opération située dans les RUP	Opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services	Opérations autres que celles visées ligne 13 et remplissant l'ensemble des critères suivant (cumulatif) : i) être d'intérêt collectif ii) avoir un bénéficiaire collectif iii) présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats
80 %	80 %	80 %	80 %	80 %	80%	80%	80%

b. Taux de contribution

Le FEAMPA

Le taux de contribution du FEAMPA représente 70% des dépenses publiques éligibles.

Les CPN - Contreparties nationales

Les contreparties nationales s'élèvent à 30% des dépenses publiques éligibles

6. Indicateurs

TA 2.1.1.	Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles	CR 04	Entreprises ayant un chiffre d'affaires plus élevé	nombre d'entités
TA 2.1.1.	Modernisation, développement et adaptation des	CR06	Emplois créés	Nombre de personnes

	activités aquacoles			
TA 2.1.1.	Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles	CR10	Actions contribuant à un bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons (nombre d'actions)	nombre d'actions
TA 2.1.2	Installation aquacole	CR06	Emplois créés	Nombre de personnes
TA 2.1.3	Recherche et innovation aquaculture d'ampleur Régionale	CR14	Innovations rendues possibles	nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes
TA 2.1. 6	Actions collectives, communication, médiation, animation des filières	CR 21	Ensembles de données et conseils mis à disposition	Nombre

7. Pilotage de l'objectif spécifique

Pilotage de l'OS est assuré par la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture

Instruction par le service déconcentré Etat : DEAL Mer – Unité Affaires économiques Mer et Littoral – DEAL Mer sous l'autorité du préfet de Mayotte.



Validé par CNS du 15 février 2023	OS : 2.2. – Promouvoir la commercialisation, la qualité et la valeur ajoutée des produits de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que la transformation de ces produits	Priorité 2
V2– Février 2023		FEAMPA
Unité affaires économiques Service Mer et Littoral – El.Ch.DEALM		2021-2027

Modernisation, développement et adaptation des activités de commercialisation et de transformation ; recherche et innovation ; plan de production et de commercialisation ; communication, promotion

Table des matières

1. Références réglementaires
2. Actions concernées par ce dispositif
3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des actions
4. Critères de sélection
5. Modalité de financement
6. Indicateurs
7. Pilotage de l'objectif spécifique

1. Références réglementaires

a. Références du règlement FEAMPA

Règlement du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 (UE) n°2021-1139 – articles 40 et 41

(17) Règlement (UE) no 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, modifiant les règlements (CE) no 1184/2006 et (CE) no 1224/2009 du Conseil et abrogeant le règlement (CE) no 104/2000 du Conseil (JO L 354 du 28.12.2013, p. 1).

a. Référence réglementaire fonds européens structurels d'investissement

Règlement UE n°2021/1060 portant dispositions communes pour les FESI (Fonds Européens Structurels d'Investissement) – article 53

b. Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)

Règlement (UE) no 1380/2013 relatif à la politique commune de la pêche – Chapitre III – articles 26 – objectifs spécifiques, 28, 35

Directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 Novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal - Article 3 et 4

Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027

1. Types d'actions

Cet objectif spécifique vise à améliorer :

1. La valorisation des produits (et co-produits) de la pêche et de l'aquaculture (actions de communication et de promotion, innovation et développement de nouveaux marchés) ;
2. La traçabilité des produits ;
3. Le soutien aux filières de transformation (amélioration de la qualité des produits, de la sécurité sanitaire, diversification, valorisation des prises accessoires et co-produits, sécurité du travail, diminution des incidences environnementales (contenants biodégradables et recyclables, traitement des déchets..), amélioration de l'efficacité énergétique, soutien des efforts de normalisation nationale et internationale...)
4. Les réponses aux attentes des consommateurs concernant les produits transformés (qualité, environnement, bien-être animal)
5. Accompagnement et soutien financier aux projets de valorisation de la pêche à pied professionnelle (digitalisation, outils d'épuration et de transformation, développement des nouveaux marchés...)

a. Types d'actions

- Modernisation, développement et adaptation des activités de commercialisation et de transformation
- Recherche et innovation
- Amélioration de la valorisation des produits (et co-produits) de la pêche et aquaculture via actions de communication, promotion, innovation et développement de nouveaux marchés

1. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des actions

a) Eligibilité géographique

Cette fiche critère de sélection concerne Mayotte

b) Portant sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont :

- Les entreprises aquicoles et leurs groupements constituant des entreprises au sens de l'UE ;
- Les entreprises de pêche : personnes physiques ou morales, armateurs propriétaires de navires de pêche immatriculés à Mayotte
- Gestionnaires des points de débarquement, des halles à marée
- Organisations professionnelles ou interprofessionnelles
- Organismes scientifiques

- Les organismes publics (RÈGLEMENT (UE) 2021/1139 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004
- Les structures collectives du secteur pêche aquacole ou ayant une activité aquacole – ex : (liste non exhaustive)
 - Les agences et associations régionales et départementales de développement et d'innovation,
 - Les centres et instituts techniques, et organismes de recherche,
 - Les coopératives maritimes et autres structures gestionnaires de concessions aquacoles,
 - Les structures professionnelles représentatives.
 - Les collectivités locales, collectivité territoriale

a) **Portant sur les actions**

Les opérations peuvent prendre la forme d'un partenariat, sous réserve que le bénéficiaire de l'aide fournisse une convention de partenariat.

Les actions ne doivent pas relever de la mise en conformité avec une réglementation européenne déjà applicable. En cas du devancement d'une nouvelle réglementation ou norme, les investissements sont éligibles (et les aides peuvent être accordées) uniquement si la date de décision d'octroi de l'aide est antérieure à la date de mise en application de ladite réglementation ou norme.

Sont éligibles à ce dispositif les opérations suivantes :

Modernisation, développement et adaptation des activités de commercialisation et de transformation	<p>Investissement individuel ou collectif, matériel et immatériel (y compris études préalables, matériel informatique, logiciels, équipements locaux...) (liste non exhaustive) :</p> <p><u>Investissement dans des activités de commercialisation pour soutenir le développement des affaires (individuel ou collectif) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Création de poissonnerie et d'unités de transformation - <u>Investissements pour améliorer la traçabilité</u>, notamment le développement de systèmes informatiques - <u>Investissements dans les conditions de travail et équipements de sécurité.</u> - <u>Autres opérations de diversification en dehors de la pêche et de l'aquaculture</u> : investissements en faveur de l'économie circulaire par exemple pour des produits commerciaux non destinés à la consommation humaine
---	--

	<p>- Investissement dans des activités de <u>commercialisation pour soutenir le développement des affaires</u> (individuel ou collectif) : valorisation des produits, commercialisation (vente à distance, local de vente, distribution...), services annexes, investissements réalisés par un regroupement d'entreprises (par exemple : préannonces, catalogues de ventes, préventes, achats à distance, vente en ligne...), nouveaux modes de gestion et d'organisation permettant un saut qualitatif en matière de produits, de traçabilité, de logistique, d'accessibilité (notamment numérique), d'attractivité de l'emploi, synergies interportuaires mutualisation des halles, vente à distance, local de vente, etc. A titre d'exemple (liste non exhaustive) les opérations suivantes pourront être soutenues :</p> <p>- Prévion des apports : transmission des données par les armements en direction des OP, des HAM et des premiers acheteurs ;</p> <p>- Investissements dans les conditions de travail et équipements de sécurité</p> <p>- Qualité des aliments et sécurité/hygiène : investissements productifs visant à moderniser les outils de transformation, y compris avec augmentation decapacité, valorisation de produits locaux</p>
Recherche et innovation	<p>Les opérations sont menées en collaboration (prestation) ou en partenariat avec un organisme scientifique ou technique qui valide les résultats.</p> <p>Réalisation d'études de marché et mise en place d'observatoires, de réalisation de diagnostics filière ou thématique ou d'études conseil en stratégie (pour définir un plan d'action par exemple) (liste non exhaustive) :</p> <p>- Mise en place d'instruments de prévision à moyen terme et d'analyse de l'offre et de la demande,</p> <p>- Analyse de la chaîne de valeur sur l'ensemble de la filière, la logistique... ;</p> <p>- Etudes de faisabilité pour des outils de traçabilité ;</p> <p>- Financement des projets ;</p> <p>- Organisation du tri dans les halles à marée lors de la première vente ;</p> <p>- Gestion et bonnes pratiques sanitaires (ex : parasitisme)</p> <p><u>Innovation marketing</u></p> <p>- Développement de nouveaux marchés (liste non exhaustive) : liés aux biotechnologies marines ou à</p>

	<p>des espèces de faible valeur commerciale ou à de nouvelles espèces favorisées par le changement climatique (Fiche 3).</p> <p>- Qualité, valeur ajoutée et traçabilité commerciale pour les produits certifiés ou labellisés (agriculture biologique, marques commerciales) ou demandant à être certifiés ou labellisés, emballages biosourcés, biodégradables ou recyclables, investissements matériels et immatériels, porteur collectif ou privé, développement des circuits courts pour une consommation plus durable et responsable, certifications Haute Valeur Environnementale pour la restauration collective.</p> <p><u>Innovation produits</u></p> <p>- Projets d'innovation ou d'amélioration susceptibles d'être mis sur le marché dans les 3 ans suivant la fin de l'opération, et directement utilisables par les entreprises, particulièrement des phases de pré-lancement industriel ou commercial. L'innovation doit ainsi pouvoir être opérationnelle de façon directe et dans des délais rapprochés et porte sur des nouveaux produits (liés par exemple à de nouvelles espèces favorisées par le changement climatique) et équipements encore absents sur le marché ou sur des produits et équipements présentant de fortes améliorations par rapport à ceux présents sur le marché (en termes de valeur ajoutée, d'emballage, de durée de vie, de qualité...).</p>
<p>Amélioration de la valorisation des produits (et co-produits) de la pêche et aquaculture via actions de communication, promotion, innovation et développement de nouveaux marchés</p>	<p><u>Investissement dans des activités de marketing pour soutenir le développement des affaires :</u></p> <p>Campagnes de communication et de promotion : (liste non exhaustive) pour les produits labellisés ou certifiés, innovant en matière d'impact environnemental ou de bien-être animal, d'information au consommateur, pour les produits de l'aquaculture, de la pêche insuffisamment valorisés ou de la PPC, pour leur qualité nutritionnelle et sanitaire, pour les marques collectives, promotion de métiers ;</p> <p>Appui aux professionnels pour des opérations de normalisation au niveau français (AFNOR), européen (CEN) ou international (ISO).</p> <p><u>Partage de connaissance :</u> dont les échanges de connaissance ou de bonnes pratiques dans le cadre de réunions, séminaires ou de plateformes digitales...</p>

	<u>Formation</u> <u>Services de conseil</u> (opérations en lien avec la fourniture d'un conseil technique, économique ou stratégique spécialisé) et accompagnement des entreprises
--	---

Ne sont pas éligibles à ce dispositif les projets de vente direction soutenus par l'OS 1.1 (attractivité des métiers de la pêche ou de l'aquaculture (OS 2.1) ou de projets de territoire (DLAL OS 3.1)

Sont éligibles à ce dispositif les dépenses suivantes :

Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués.

- Dépenses d'investissement matériel et immatériel sur une base réellement
- Etat de personnel directement lié à l'opération : sur la base d'un barème de coûts unitaires
- Dépenses indirectes : sur une base forfaitaire de 15 % des frais de personnel directement liés à l'opération
- Prestations : études préalables techniques, scientifiques, juridiques, environnementales ou économiques ; expertises ; dépenses de formation liées spécifiquement à l'investissement (ex. formation à l'utilisation d'un nouvel équipement ou logiciel) etc. sur une base réelle dans la limite de 15 % du coût d'investissement.

Les coûts éligibles réellement exposés par le bénéficiaire remplissent l'ensemble des critères suivants :

Qualité du budget prévisionnel global de l'action

Sont nécessaires à la mise en œuvre de l'action ou du programme de travail qui fait l'objet de la subvention;

Sont identifiables et vérifiables, et notamment sont inscrits dans la comptabilité du bénéficiaire et déterminés conformément aux normes comptables en France en matière de comptabilité analytique ;

Satisfont aux exigences de la législation fiscale, comptable, juridique et sociale applicable.

Ne sont pas éligibles :

- Les frais de déplacement du public ciblé par l'opération,
- L'achat de bâtiment
- L'achat de terrain

1. Critères de sélection

Principes de sélection	Critères de sélection	Notation
------------------------	-----------------------	----------

Impacts économiques sur les filières, le développement des marchés et la compétitivité des entreprises	Le projet permet de répondre aux enjeux économiques des filières aquacoles	20
	Le projet vise à démocratiser une technologie innovante reconnue dont les effets positifs pour la filière ont déjà été démontrés	10
Impacts sur l'emploi	Le projet cible des nouveaux installés	5
	Le projet permet de répondre aux enjeux sociaux des filières aquacoles	5
	Le projet contribue à la promotion de l'égalité professionnelle femme/homme	5
Qualité environnementale	Le projet permet de répondre aux enjeux environnementaux des filières aquacoles	10
	Le projet intègre dans son objet : - Evaluation des impacts environnementaux - réduction des impacts négatifs sur le milieu - renforcement des effets positifs sur l'environnement (moyens techniques, réglementation environnementale...) - Adaptation au changement climatique à moyen terme - Contribution à la résilience environnementale	20
Dimension collective	Le projet bénéficie à au moins deux entreprises/organismes, de la filière, n'étant pas rattachées à un même groupe.	5
	Le projet prévoit une diffusion (actes de colloque, supports de formation, résultats d'étude, etc.) accessible et gratuite.	5
Cohérence des projets, contribution à la bonne gouvernance	Qualité de l'organisation du projet (calendrier, jalons ...) ou du porteur de l'opération à conduire le projet (robustesse économique, compétence ...)	10
	Qualité du portage (moyen humain, matériel, technique)	5
		100

Note éliminatoire : inférieur à 30/100

1. Modalités de financement

a. Modalités générales

Les porteurs de projets pluriannuels, seront dans l'obligation de déposer des demandes intermédiaires de paiement chaque année.

Modalités de calcul de l'assiette éligible au FEAMPA

Peuvent être pris en compte pour déterminer l'assiette éligible :

- Les dépenses d'investissement matériel ou immatériel sur une base réelle
- Les prestations : sur une base réelle
- Les frais de personnel directement liés à l'opération : barème de coûts unitaires basé sur les données réelles du bénéficiaire
- Les frais indirects : sur une base forfaitaire de 15% des frais de personnel directement liés à l'opération (cf. note sur les coûts simplifiés) et sous réserve que ces coûts ne soient pas couverts par des aides publiques
- Les frais de restauration et logement des animateurs, directement liés à l'opération : sur la base des barèmes de la fonction publique (cf. note sur les coûts simplifiés)
- Les frais de déplacement des animateurs, directement liés à l'opération : sur une base réelle sur la base de la classe économique ou de la seconde classe (sauf pour les déplacements en voiture : prise en charge sur la base du barème kilométrique de la fonction publique)

Un plancher d'éligibilité de 5 000 € d'aides publiques.

a. Intensité d'aide publique

Opérations mises en œuvre par des organisations de pêcheurs ou par d'autres bénéficiaires collectifs (Ex. coopérative)	Opérations de soutien à l'aquaculture durable mises en œuvre par les PME	Opérations en faveur de produits, procédés ou équipements innovants dans le domaine de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation	Opérations mises en œuvre par des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles	Opérations situées dans les RUP	Opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services	Opérations autres que celles visées ligne 13 et remplissant l'ensemble des critères suivant (cumulatif) : i) être d'intérêt collectif ii) avoir un bénéficiaire collectif iii) présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats
80 %	80 %	80 %	80 %	80%	80%	80 %

b. Taux de contribution

Le FEAMPA

Le taux de contribution du FEAMPA représente 70% des dépenses publiques éligibles.

Les CPN - Contreparties nationales

Les contreparties nationales s'élèvent à 30% des dépenses publiques éligibles

1. Indicateurs

TA 2.2.1	Modernisation, développement et adaptation commercialisation et de transfo	CR4	Entreprises ayant un chiffre d'affaires plus élevé	Nombre d'entités
TA 2.2.1	Modernisation, développement et adaptation commercialisation et de transfo	CR17	Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation	Nombre d'entités
TA 2.2.2	Recherche et innovation transformation d'ampleur Régional	CR14	Innovations rendues possibles	nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes
TA 2.2.4	Actions collectives, communication, médiation, animation de filière	CR21	Ensembles de données et conseils mis à disposition	Nombre

2. Pilotage de l'objectif spécifique

Pilotage de l'OS est assuré par la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture

Instruction par le service déconcentré Etat : DEAL Mer – Unité Affaires économiques Mer et Littoral – DEAL Mer sous l'autorité du préfet de Mayotte.



Validé par CNS du 15 février 2023	OS : 3.1. – Permettre une économie bleue durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement durable des communautés de pêche et d'aquaculture	Priorité 2
Version 2 - Février 2023		FEAMPA
E.Ch. - Unité affaires économiques Service mer et littoral –DEALM		2021-2027

Développement local mené par des acteurs locaux (DLAL) à Mayotte

Table des matières

1. Références réglementaires
2. Actions concernées par ce dispositif
3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations
4. Critères de sélection
5. Modalité de financement
6. Indicateurs
7. Pilotage de l'objectif spécifique

Cet objectif spécifique vise à :

- Répondre aux défis relevés par la Commission dans la Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions relative à une nouvelle approche pour une économie bleue durable dans l'union européenne du 17 mai 2021.

Aucune organisation de producteurs n'a été créée jusqu'à ce jour à Mayotte. Cela implique le développement de structures collectives dont la gestion n'est pas toujours évidente. De plus, les organisations existantes notamment dans les villages (Covipem), actuellement sous le statut d'association, ont besoin d'être accompagnées afin de se conformer à un cadre réglementaire nécessaire à leur bonne gestion. Un accompagnement administratif et comptable, leur permettrait d'apprendre à gérer efficacement leur structure et les aiderait à se développer et à s'adapter à la réglementation européenne.

Le développement d'une filière pêche structurée nécessite la mise en place d'organisations professionnelles, et plus particulièrement la création d'un GALPA spécifique à la pêche et aquaculture, susceptibles de porter des projets collectifs de structuration de la filière.

Les stratégies et actions en cohérence avec la communication COM(2021) 240 du 17 mai 2021 relative à une nouvelle approche pour une économie bleue durable dans l'UE) ont été élaborées par le Conseil départemental de Mayotte et constituent un socle commun d'appui aux phases opérationnelles de leur mise en œuvre (*Plan Régional d'Organisation et d'Equipe ment des ports de Pêche et Points de Débarquement de Mayotte (PROEPP)*, *Plan Stratégique du Développement Durable de l'Aquaculture à Mayotte 2014-2020 (PSDDAM)*, *Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM)*, *Schéma régional du développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII.)*, *Plan de valorisation de la filière pêche*)

Initier et encourager les acteurs locaux de Mayotte, parties prenantes de l'économie bleue constitue actuellement un des leviers de la structuration de la filière pêche et aquaculture. Les entités candidates sélectionnées suite à un appel à candidature de création d'un GALPA pêche et aquaculture bénéficieront d'un appui dans le cadre du DLAL spécifique au FEAMPA 2021/2027.

Les actions retenues au titre du FEAMPA 2021/2027 auront pour objectif :

- La création de groupement(s) d'intérêt économique des 7 points de débarquement des produits de la pêche
- La création de la coopérative maritime agréée

1. Références réglementaires

a. Références du règlement FEAMPA

Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 (articles 31, 32, 33 et 34)

Règlement du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 (UE) n°2021-1139 (articles 43 et 44)

a. Référence réglementaire fonds européens structurels d'investissement

Règlement UE n°2021/1060 portant dispositions communes pour les FESI (Fonds Européens Structurels d'Investissement) – (article 53)

b. Références d'autres textes spécifiques (UE, France, etc.)

- Plan Régional d'Organisation et d'Equipeement des Ports de Pêche de Mayotte
- Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027

2. Types d'actions

a. Objectif spécifique

Le FEAMPA soutiendra des opérations relatives aux types d'opération suivants :

- La **création de la Coopérative Maritime Agréée** regroupant l'ensemble des pêcheurs de Mayotte, avec parmi ses fonctions, celle de l'avitaillement. Cette coopérative maritime agréée pourrait aussi soutenir le redémarrage de la filière aquacole de Mayotte (groupement d'achats des intrants, des fournitures...)
- La fonction commercialisation ou mise en marché sera assurée dans les poissonneries. Le ou les **Groupe(s) d'intérêt Economiques inhérents aux sept points** de débarquement des produits de la pêche veilleront au bon déroulement des opérations de débarquement, d'enregistrement, de conservation via la filière de mise en vente des produits de la pêche.

b. Types d'actions

Création de la Coopérative Maritime Agréée

Actions préparatoires pour les DLAL	Mutualisation Leader
Animation et renforcement des capacités de gestion des DLAL	- Financement des équipes d'animation, de gestion, des activités d'évaluation, etc.
Coopérations	Mise en place des actions de coopération territoriale
Mise en œuvre de la stratégie de DLAL et financement des dossiers retenus au titre des	- Développement de nouvelles filières d'économie bleue

stratégies locales	<ul style="list-style-type: none"> - Développement d'un projet de territoire maritime et littorale - Gouvernance - Projet pilote et transfert d'expériences - Réseau de partage de données et de connaissances - Faciliter l'accès au financement pour l'ensemble du secteur de la petite pêche côtière à Mayotte- - Adaptation des métiers aux nouvelles méthodes et techniques, au développement du numérique, à la biodiversité - Planification spatiale maritimes pour les activités de l'économie bleue - Mise en place et développement d'outils de l'ingénierie territoriale, financière et administrative au service de l'économie bleue
---------------------------	--

Groupement (s) d'intérêt Economique inhérent aux 7 points de débarquement des produits de la pêche à Mayotte

Actions préparatoires pour les DLAL	Mutualisation Leader
Animation et renforcement des capacités de gestion des DLAL	- Financement des équipes d'animation, de gestion, des activités d'évaluation, etc.
Coopérations	Définition et mise en place des actions de coopération territoriale dans le domaine de l'économie bleue
Mise en œuvre de la stratégie de DLAL et financement des dossiers retenus au titre des stratégies locales	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de nouvelles filières d'économie bleue - Développement d'un projet de territoire maritime et littorale - Gouvernance - Projet pilote et transfert d'expériences - Réseau de partage de données et de connaissances - Faciliter l'accès au financement pour l'ensemble

	du secteur de la petite pêche côtière à Mayotte- - Adaptation des métiers aux nouvelles méthodes et techniques, au développement du numérique, à la biodiversité - Planification spatiale maritimes pour les activités de l'économie bleue - Mise en place et développement d'outils de l'ingénierie territoriale, financière et administrative au service de l'économie bleue
--	---

3. Critères d'éligibilité des bénéficiaires et des opérations

a) Eligibilité géographique

Cette fiche critère de sélection concerne Mayotte

b) Portant sur les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont :

- Les structures porteuses des GALPA (dans le respect des articles 31 à 34 du RPDC)
- Les chambres de commerce et d'industrie régionales et territoriales ;
- Les collectivités territoriales hors communes ;
- Les établissements publics de coopération intercommunale.

a) Portant sur les opérations

Les opérations peuvent prendre la forme d'un partenariat, sous réserve que le bénéficiaire de l'aide fournisse une convention de partenariat.

Les actions ne doivent pas relever de la mise en conformité avec une réglementation européenne déjà applicable. En cas du devancement d'une nouvelle réglementation ou norme, les investissements sont éligibles (et les aides peuvent être accordées) uniquement si la date de décision d'octroi de l'aide est antérieure à la date de mise en application de ladite réglementation ou norme.

Sont éligibles à cette mesure les opérations suivantes :

La création d'une **coopérative maritimes agréée**

Le (s) Groupement (s) d'intérêt Economique inhérent(s) aux 7 points de débarquement

Sont éligibles à cette mesure les dépenses suivantes :

Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre y compris frais de mission et d'animation, avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués.

- Frais de personnel d'animation calculés selon le coût horaire complétés d'un financement à taux forfaitaire correspondant à 25 % des dépenses de personnel.
- Dépenses d'investissement matériel et immatériel sur une base réellement dont prestations (études préalables techniques, scientifiques, juridiques, environnementales ou économiques ; expertises ; dépenses de formation liées spécifiquement à l'investissement (ex. formation à l'utilisation d'un nouvel équipement ou logiciel) etc. dans la limite de 15 % du coût d'investissement)
- Etat de personnels directement liés à l'opération : sur la base d'un coût unitaire
- Dépenses indirectes : sur une base forfaitaire de 15 % des frais de personnel directement liés à l'opération

Les coûts éligibles réellement exposés par le bénéficiaire remplissent l'ensemble des critères suivants :

Qualité du budget prévisionnel de l'action (investissement, fonctionnement, entretien, maintenance)

Sont nécessaires à la mise en œuvre de l'action ou du programme de travail qui fait l'objet de la subvention ;

Sont identifiables et vérifiables, et notamment sont inscrits dans la comptabilité du bénéficiaire et déterminés conformément aux normes comptables en France en matière de comptabilité analytique ;

Satisfont aux exigences de la législation fiscale et sociale applicable

Ne sont pas éligibles :

- Les dépenses listées à l'article 13 du règlement FEAMPA
- Les dépenses mentionnées dans le décret national d'éligibilité des dépenses
- Le matériel ou d'équipement de remplacement
- Les dépenses pour la création ou la refonte d'un site internet (hors e-commerce)
- Les dépenses pour des opérations récurrentes
- Les dépenses pour des projets éligibles à un autre objectif stratégique, même si le projet n'est finalement pas financé par l'OS par application de la sélection.
- Les dépenses financées par une autre structure publique (frais de personnel, investissements...)

4. Critères de sélection

- Portant sur les bénéficiaires

Principes de sélection	Critères de sélection
Impacts économiques sur les filières	Qualité du cadre de mise en œuvre opérationnel et pragmatique, dès le début de programmation
Impacts sur l'emploi	Nombre d'emploi créé

Qualité environnementale	Qualité du cadre de mise en œuvre opérationnel et pragmatique, dès le début de programmation
Dimension collective	Nombre de pêcheurs professionnels
Cohérence des projets, contribution à la bonne gouvernance	Qualité de l'organigramme fonctionnel (moyens humains, techniques, matériels) Qualité du plan d'action au regard du cahier des charges et de la charte DLAL

- Portant sur les projets

Principes de sélection	Critères de sélection	
Cohérence des projets, contribution à la bonne gouvernance	Le projet participe au réseau national, référent en matière de veille réglementaire et juridique des procédures de mise en œuvre des GALPA.	20
Dimension technique	a) Les points de débarquement concernés par cette stratégie ; b) une description du processus de participation des acteurs locaux à l'élaboration de cette stratégie ; c) une analyse des besoins et du potentiel de développement de la zone ; d) une présentation des objectifs de cette stratégie, accompagnée de valeurs cibles mesurables pour les résultats, et des actions correspondantes envisagées ; e) une description des dispositions prises en matière de gestion, de suivi et d'évaluation, attestant la capacité du groupe d'action locale à mettre en œuvre cette stratégie ; f) un plan financier, précisant notamment la dotation prévue par chaque Fonds, ainsi que la dotation prévue par le Leader de chaque Galpa concerné.	30
Dimension sociale	Le projet contribue à la promotion de l'égalité professionnelle femme/homme	10
Dimension collective	Le projet bénéficie à l'ensemble de la filière pêche et aquacole professionnelle à Mayotte	10

	Le projet prévoit une diffusion (actes de colloque, supports de formation, résultats d'étude, etc.) accessible et gratuite.	10
Cohérence des projets, contribution à la bonne gouvernance	Qualité de l'organisation du projet (calendrier, jalons ...) ou du porteur de l'opération à conduire le projet (robustesse économique, compétence, qualification ...)	20
		100

Note éliminatoire : inférieure à 30

5. Modalités de financement

a. Modalités générales

Les porteurs de projets pluriannuels, seront dans l'obligation de déposer des demandes intermédiaires de paiement chaque année.

Modalités de calcul de l'assiette éligible au FEAMPA

Peuvent être pris en compte pour déterminer l'assiette éligible : Cf. note OCS à mettre en référence une fois finalisée

- Les dépenses d'investissement matériel ou immatériel dont prestations sur une base réelle
- Les frais de personnel directement liés à l'opération : coût unitaire basé sur les données réelles du bénéficiaire
- Les frais indirects : sur une base forfaitaire de 15% des frais de personnel directement liés à l'opération et sous réserve que ces coûts ne soient pas couverts par des aides publiques
- Frais de mission (hébergement, transport, restauration) : sur la base du barème de la fonction publique. Les vols à destination ou en provenance des RUP et de l'international sont pris en compte sur la base du réel.
- Frais d'animation : 25% des frais de personnel

Un plancher d'éligibilité de 5 000 € d'aides publiques.

a. Intensité d'aide publique

L'intensité de l'aide est **de 100 %** des dépenses publiques éligibles

Taux de contribution

Le FEAMPA

Le taux de contribution du FEAMPA représente 50% des dépenses publiques éligibles.

Les CPN - Contreparties nationales

Les contreparties nationales s'élèvent à 50% des dépenses publiques éligibles

6. Indicateurs

TA 1 Actions préparatoires	CR19	Actions visant à améliorer les capacités de gouvernance	Nombre d'actions
TA 2 Animation et renforcement des capacités	CR19	Actions visant à améliorer les capacités de gouvernance	Nombre d'actions
TA 3 Coopération	CR13	Activités de coopération entre parties intéressées (nombre d'actions)	Nombre d'actions
TA 4 Mise en oeuvre de la stratégie	CR 06	Emplois créés	Nombre de personnes
TA 4 Mise en oeuvre de la stratégie	CR10	Actions contribuant à un bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons (nombre d'actions)	Nombre d'actions
TA 4 Mise en oeuvre de la stratégie	CR16	Entités bénéficiant d'activités de promotion et d'information	Nombre d'entités

7. Pilotage de l'objectif spécifique

Pilotage de l'OS est assuré par la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture

Instruction par le service déconcentré Etat : DEAL Mer – Unité Affaires Economique Mer et Littoral – DEAL Mer sous l'autorité du préfet de Mayotte.